

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1094

8 mai 2013

SOMMAIRE

Aerium Opportunity I Properties S.à r.l.	52505	Perella Weinberg Real Estate Lux	52512
Applied Materials 2 LLC Luxembourg S.C.S. 3 S.C.S.	52512	PFCE Poland II S.à r.l.	52470
BMF Investissements S.A.	52470	Pharma Gestion Sàrl	52466
Bolero Investment S.A.	52471	Pharma Goedert Immo S.A.	52505
Ciras C.V., Luxembourg branch	52499	Private Equity Selection International (PE- SI) 1 S.A.	52466
Energieco Construzioni Solari SA	52499	Prospera Senectute Fund Sicav-SIF	52512
Energie 5 Holding S.A.	52493	Quercus Assets Selection S.à r.l.	52468
Eneris Renewables S.A.	52499	RPG Structured Finance S.à r.l.	52509
European Credit (Luxembourg) S.A.	52470	Saddlers International Participations S.A.	52507
Fouzia Sàrl	52469	Société Anonyme pour la Recherche d'In- vestissements S.A.P.R.I. S.A. société de gestion de patrimoine familial	52507
Isa Investments S.A.	52471	Société Européenne de Financement et d'Investissement S.A.	52508
Kennedy Financement Luxembourg 2 S.à r.l.	52491	Synapsia SA	52469
LDV Opportunity I Properties S.à r.l.	52505	Sysco S.à r.l.	52511
LF Hotels Acquico II SCS	52480	Top Garden S.à r.l.	52466
Matrix Plymouth S.A.	52471	Translatores S.à r.l.	52469
Melano Investments S.A.	52503	TS Holdings (Paris) S.à r.l.	52502
MSD Luxembourg S.à r.l.	52472	TUI Travel Card Processing S.à r.l.	52503
Newton Gestion Luxembourg S.A.	52467	Varisa Holding S.A., SPF	52468
Nomovida S.A.	52466	Vitis Life S.A.	52467
NRG 7 S.A. SPF	52493	Weldpart S.A.	52467
OCM Luxembourg Dublin Holdings S.à r.l.	52472	Xylem International S.à r.l.	52491
Orion Finance S.à r.l.	52472		
Paramount Dallion Investors VI S.à r.l. ...	52468		

Top Garden S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9166 Mertzig, 11, Zone Industrielle.

R.C.S. Luxembourg B 166.189.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013040788/10.

(130050165) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mars 2013.

Pharma Gestion Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8506 Redange-sur-Attert, 30L, rue de Niederpallen.

R.C.S. Luxembourg B 90.044.

Le Bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 mars 2013.

GERARD Rachel.

Référence de publication: 2013040701/10.

(130050211) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mars 2013.

Nomovida S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 7, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 115.530.

Extrait de résolution du conseil d'administration tenu le 25 janvier 2013:

Le poste d'administrateur étant devenu vacant à la suite du décès de Monsieur Simon TORTELL, les membres du conseil décident de coopter Monsieur Pier Paolo GUARDIGLI, né à San Marino (République de San Marino) le 15 janvier 1955 et demeurant à San Marino au 88, Via Jacopo Istriani à 47890 République de San Marino aux fonctions d'administrateur pour un mandat de 4 ans jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2017.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 janvier 2013.

NOMOVIDA S.A.

Kristen SIMAT

Administrateur

Référence de publication: 2013040682/17.

(130049689) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mars 2013.

Private Equity Selection International (PESI) 1 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 83.305.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire en date du 26 mars 2013

En date du 26 mars 2013, l'Assemblée Générale Ordinaire a décidé:

- de ratifier la démission, avec effet au 20 septembre 2012, de Monsieur Olivier De Sesmaisons en qualité d'Administrateur et de Président du Conseil d'Administration,
- de renouveler les mandats de Monsieur Jean-Marie Rinié, de Monsieur Jean Daumet et de Monsieur Jean-Yves Lagache en qualité d'Administrateurs jusqu'à l'Assemblée Générale Annuelle prévue en 2014.

Luxembourg, le 27 mars 2013.

Pour extrait sincère et conforme

Pour PRIVATE EQUITY SELECTION INTERNATIONAL (PESI) 1 S.A.

Caceis Bank Luxembourg

Référence de publication: 2013040703/17.

(130050096) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mars 2013.

Newton Gestion Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 31.993.

—

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire en date du 26 mars 2013

En date du 26 mars 2013, l'Assemblée Générale Ordinaire a décidé:

- de renouveler les mandats de Monsieur Nicolas Schimel, de UFIFRANCE Gestion et de Union Financière de France Banque en qualité d'Administrateurs, pour une durée d'un an, jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 2014,

- de renouveler le mandat de Ernst & Young en qualité de Réviseur d'Entreprises Agréé pour une durée d'un an, jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 2014.

Luxembourg, le 27 mars 2013.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Newton Gestion Luxembourg SA

CACEIS Bank Luxembourg

Référence de publication: 2013040681/18.

(130049807) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mars 2013.

Vitis Life S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 2, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 49.922.

—

Extrait de l'AGE de Vitis Life S.A. du 13 mars 2013

Cinquième résolution

L'assemblée générale ratifie la démission en qualité d'administrateur et de membre du Comité d'Audit, de Compliance et des Risques de Monsieur Philippe PAQUAY.

Suite aux décisions prise par l'assemblée générale, le Conseil d'Administration est désormais composé de Messieurs:

1. Olivier de JAMBLINNE de MEUX (2018),
2. Bernard JACQUEMIN (2018),
3. Nicolas LIMBOURG (2018),
4. Michael MOHR (2014),
5. Jacques PETERS (2018),
6. Marc STEVENS (2018).

Référence de publication: 2013040808/18.

(130049934) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mars 2013.

Weldpart S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 98.634.

—

Extrait des résolutions prises lors de la réunion du Conseil d'Administration du 6 mars 2013

- La démission de Monsieur Kevin DE WILDE, Administrateur, est acceptée.

- Madame Isabelle SCHUL, employée privée, domiciliée professionnellement au 412F, route d'Esch, L- 2086 Luxembourg, est cooptée en tant qu'Administrateur en remplacement de Monsieur Kevin DE WILDE, démissionnaire. Elle terminera le mandat de son prédécesseur, mandat venant à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2015. La cooptation de Monsieur Isabelle SCHUL sera ratifiée à la prochaine Assemblée.

Fait à Luxembourg, le 6 mars 2013.

Certifié sincère et conforme

WELDPART S.A.

M. LENOIR / S. BOULHAIS

Administrateur / Administrateur et Présidente du Conseil d'Administration

Référence de publication: 2013040815/18.

(130049993) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mars 2013.

Quercus Assets Selection S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.
R.C.S. Luxembourg B 144.251.

Le conseil de gérance déclare par la présente que:

- Finpiave S.p.A. a cédé 531 parts sociales à QIH Ventures Ltd en date de 14/06/2012;
- Finpiave S.p.A. a cédé 219 parts sociales à Realtree Holdings Ltd en date de 14/06/2012;
- M. Diego Biasi a cédé 406 parts sociales à Realtree Holdings Ltd en date de 20/12/2012;
- M. Simone Borla a cédé 94 parts sociales à QIH Ventures Ltd en date de 28/12/2012.

Suite à cette cession, les parts sociales de Quercus Assets Selection S.à r.l sont détenues par:

- QIH Ventures Ltd, à hauteur de 625 parts sociales;
- Realtree Holdings Ltd, à hauteur de 625 parts sociales.

Luxembourg, le 7 mars 2013.

Quercus Assets Selection S.à r.l.

Le conseil de Gérance

Référence de publication: 2013040737/18.

(130050020) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mars 2013.

Paramount Dallion Investors VI S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 165.780.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Paramount Dallion Investors VI S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013040696/11.

(130049999) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mars 2013.

Varisa Holding S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.
R.C.S. Luxembourg B 19.959.

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue le 19 mars 2013

Résolution:

Le Conseil d'Administration prend connaissance de la démission de la société COSAFIN S.A. en sa qualité d'Administrateur.

En vertu des articles 51, alinéa 5 et 52 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, est nommé provisoirement au poste d'administrateur:

La société JALYNE S.A.

Société Anonyme

1, rue Joseph Hackin

L-1746 Luxembourg

Représentée par M. Jacques BONNIER

1, rue Joseph Hackin

L-1746 Luxembourg

Le nouvel administrateur terminera le mandat de l'administrateur démissionnaire, sous réserve légale d'approbation de sa nomination par la prochaine Assemblée Générale.

Pour copie conforme

J. WINANDY / K. LOZIE

Président / Administrateur

Référence de publication: 2013040806/25.

(130050028) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mars 2013.

Translatores S.à.r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-4156 Esch-sur-Alzette, 6, rue Saint-Joseph.
R.C.S. Luxembourg B 153.176.

Cession de parts sociales sous seing privé

En vertu de l'acte de cession de parts du 08 février 2013,

Mme Marie-Claude TORLET, né le 27/02/1977 à Namur (Belgique), demeurant 93 Grand rue F-57310 Bertrange (France) a transféré 100 parts détenues dans la société à La société PIERINVEST SA au capital de sept cent mille euros (700 000€) dont le siège social est situé 5 rue de Hesperange L-1731 Luxembourg et inscrite au RCS sous le numéro B77212

Les associés de la société sont à présent:

- PIERINVEST SA 100 Parts sociales

Fait à Esch/Alzette, le 08/02/2013.

Le gérant

Référence de publication: 2013040790/17.

(130049721) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mars 2013.

Synapsia SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 52, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 159.857.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 19 mars 2013

Nominations statutaires

L'Assemblée constatant que les mandats d'administrateur de

- M. Wim J.A. Rits, avec adresse professionnelle sise 15, rue Edward Steichen, 4^{ème} étage, L-2540 Luxembourg
- M. Geoffrey Henry avec adresse professionnelle sise 1, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg
- ING Luxembourg, Société Anonyme, RCS Luxembourg B6041, avec siège social sis 52, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, avec représentée par M. Karl Pittevils, représentant permanent, avec adresse professionnelle sise 52, route d'Esch, L-1470 Luxembourg.

sont arrivés à leur terme, décide de les renouveler pour une nouvelle période d'un an, qui viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice 2013.

D'autre part, l'assemblée renouvelle le mandat du Réviseur d'Entreprises, la société anonyme ERNST & YOUNG, Parc d'Activité Syrdall 7 à L-5365 Munsbach, pour une période d'un an, qui viendra à expiration à l'issue de l'assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013040761/21.

(130049730) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mars 2013.

Fouzia Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3230 Bettembourg, 3, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 73.308.

Extrait de la décision des associés adoptée le 27 mars 2013

Conformément à la cession de parts sociales du 27 mars 2013, Madame Katarzyna DABROWSKA demeurant 2 rue de Peppange à L-3270 Bettembourg a vendu 51 parts sociales détenues dans la Société à Monsieur Gérard DRAI demeurant 3 route d'Esch à L-3230 Bettembourg, prénommé. Le capital se trouve alors réparti comme suit:

- M.Drai Gérard prédit cinq parts sociales	100 parts
TOTAL	100 parts

Bettembourg, le 27 mars 2013.

Pour la Gérance

Signature

Référence de publication: 2013040525/16.

(130049869) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mars 2013.

European Credit (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 72.192.

—

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 20 février 2013

En date du 20 février 2013, l'Assemblée Générale Ordinaire a décidé:

- de renouveler les mandats de Monsieur James Pope, de Madame Frances Hutchinson, de Monsieur Jürgen Meisch, de Monsieur Yves Wagner, de Monsieur Roland Frey et de Monsieur Patrick Zurstrassen, en qualité d'Administrateurs jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 2014.

Luxembourg, le 27 mars 2013.

Pour extrait sincère et conforme

Pour European Credit (Luxembourg) SA

Caceis Bank Luxembourg

Référence de publication: 2013040491/16.

(130050093) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mars 2013.

BMF Investissements S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 174.191.

—

Extrait sincère et conforme des décisions de l'Actionnaire unique Adoptées à Luxembourg le 26 mars 2013

Il résulte des décisions de l'actionnaire unique que 3 nouveaux Administrateurs, dont détail ci-après, ont été nommés:

Monsieur Rudy PAULET, administrateur de société, demeurant professionnellement au 37A avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg

Monsieur Frédéric OTTO, administrateur de société, demeurant professionnellement au 37A avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg

Madame Corinne BOUYGUES épouse EHRLICH, retraitée, demeurant Via C. Maraini 11, 6900 Lugano (Suisse)

Les mandats des nouveaux Administrateurs prendront fin à l'assemblée générale statutaire qui se tiendra en 2017.

Extrait sincère et conforme des décisions circulaire du conseil d'administration Adoptées le 26 mars 2013

Il résulte dudit procès-verbal que Madame Corinne BOUYGUES épouse EHRLICH, demeurant Via C. Maraini 11, 6900 Lugano (Suisse) a été nommée en tant que Présidente du Conseil d'Administration de la Société à compter de ce jour, conformément à l'Article 7 des Statuts de la Société.

En qualité de Présidente, Madame Corinne BOUYGUES épouse EHRLICH aura tous les pouvoirs réservés à cette fonction dans les Statuts de la Société.

Il résulte également dudit procès-verbal que la gestion journalière de la société a été déléguée à Madame Corinne BOUYGUES épouse EHRLICH, demeurant Via C. Maraini 11, 6900 Lugano (Suisse)

En qualité d'administrateur délégué et de Présidente Madame Corinne BOUYGUES épouse EHRLICH aura le pouvoir d'engager la Société par sa seule signature dans le cadre des actes de gestion journalière.

Luxembourg, le 26 mars 2013.

Pour BMF INVESTISSEMENT S.A.

Référence de publication: 2013040418/27.

(130049722) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mars 2013.

PFCE Poland II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 168.000,00.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 95.701.

—

Le bilan de la société au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

PFCE Poland II S.à r.l.

Référence de publication: 2013040718/11.

(130049837) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mars 2013.

Bolero Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 10, rue Nicolas Adames.
R.C.S. Luxembourg B 122.133.

CLÔTURE DE LIQUIDATION*Extrait*

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société BOLERO INVESTMENT S.A. (en liquidation) tenue à Luxembourg en date du 25 mars 2013 que les actionnaires, à l'unanimité des voix, ont pris les résolutions suivantes:

1) La liquidation de la société a été clôturée.

2) Les livres et documents sociaux sont déposés et conservés pendant cinq ans à l'ancien siège de la société, et les sommes et valeurs éventuelles revenant aux créanciers et aux actionnaires qui ne se seraient pas présentés à la clôture de la liquidation sont déposés au même siège social au profit de qui il appartiendra.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013040420/17.

(130049756) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mars 2013.

Isa Investments S.A., Société Anonyme.**Capital social: EUR 500.000,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12D, Impasse Drosbach.
R.C.S. Luxembourg B 83.582.

EXTRAIT

Par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 27 février 2013: -

- Est acceptée avec effet au 1^{er} janvier 2013 la démission de Fiduciary and Accounting Services S.A. en tant que Commissaire aux Comptes.

- Est acceptée avec effet au 1^{er} janvier 2013 la nomination de FIDUCIAIRE SEVE S.A. ayant son siège social 12D Impasse Drosbach, L-1882 Luxembourg n° RCS Luxembourg B 82421 en tant que Commissaire aux Comptes en remplacement de Fiduciary and Accounting Services S.A jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2018.

Luxembourg, le 27 février 2013.

Pour ISA INVESTMENTS S.A.

Référence de publication: 2013039342/16.

(130048287) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2013.

Matrix Plymouth S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 123.098.

Monsieur Philip Gittins, demeurant professionnellement au 291, Route d'Arlon, L-1150 Luxembourg a été nommé administrateur de la Société en date du 02 juin 2011, et jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2017.

L'adresse des administrateurs suivants a été modifiée:

- Monsieur Philip Gittins, administrateur, né le 3 juillet 1961 à Stockton-On-Tees, Royaume Uni, demeurant professionnellement au 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg

- Monsieur Costas Constantinides, administrateur, né le 17 septembre 1979 à Nicosie, Chypre, demeurant professionnellement au 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg; et

- Monsieur Russell Perchard, administrateur, né le 16 janvier 1978 à St Helier, Jersey, demeurant professionnellement au 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 27 mars 2013.

Pour la Société

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2013040638/21.

(130049970) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mars 2013.

Orion Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 21.550,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 111.055.

En date du 27 mars 2013, l'Associé Unique de la Société a pris les décisions suivantes:

- Révocation de Martinus Cornelis Johannes Weijermans, du poste de gérant B;
- Nomination de Christiaan van Arkel, né le 21 mars 1973 à Bangkok, Thaïlande, et ayant pour adresse professionnelle le 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Luxembourg, au poste de gérant B pour une durée indéterminée et avec effet immédiat;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

ORION FINANCE S.à r.l.
Johannes Laurens de Zwart
Gérant B

Référence de publication: 2013040692/17.

(130050203) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mars 2013.

MSD Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 150.178.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique en date du 11 mars 2013

Il résulte des décisions prises par l'associé unique en date du 11 mars 2013 que:

- Madame Patricia Massetti, avec adresse professionnelle au 5, Clos du Lynx, B-1200 Bruxelles est élue par l'Associé en tant que gérant, avec effet au 1^{er} avril 2013 et ce pour une période indéterminée.

Luxembourg, le 11 mars 2013.

Pour extrait conforme
Pour la société
Un mandataire

Référence de publication: 2013040676/16.

(130050155) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mars 2013.

OCM Luxembourg Dublin Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 175.668.

STATUTES

In the year two thousand thirteen, on the eleventh day of January.

Before Us, Maître Jean SECKLER, notary residing in Junglinster, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

OCM LUXEMBOURG EPF III S.à r.l., a société à responsabilité limitée existing under the Luxembourg law, having its registered office at 26A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, registered with the Register of Commerce and Companies (R.C.S.) of Luxembourg under number B 159343, and having a share capital of EUR 1,127,300.-;

represented by Mrs Ekaterina DUBLET, private employee, with professional address in Junglinster, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, after having been signed ne varietur by the proxy-holder and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party, represented as stated here-above, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name OCM Luxembourg Dublin Holdings S.à r.l. (hereafter the Company), which will be governed by the laws of Luxembourg, in particular by the law dated 10th August, 1915, on commercial companies, as amended (hereafter the Law), as well as by the present articles of association (hereafter the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1. The registered office of the Company is established in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the single manager, or as the case may be, by the board of managers of the Company. The registered office may further be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the single manager, or as the case may be, the board of managers of the Company. Where the single manager or the board of managers of the Company determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Object.

3.1 The object of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such participations. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

3.2. The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings and/or issues of debt or equity securities to its subsidiaries, affiliated companies and/or any other companies. The Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or over some of its assets to guarantee its own obligations and undertakings and/or obligations and undertakings of any other company, and, generally, for its own benefit and/or the benefit of any other company or person.

3.3. The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property, which directly or indirectly favour or relate to its object.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited period of time.

4.2 The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several of the shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1. The Company's corporate capital is fixed at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares in registered form with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, all subscribed and fully paid-up.

5.2. The share capital of the Company may be increased or reduced in one or several times by a resolution of the single shareholder or, as the case may be, by the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

Art. 6. Shares.

6.1. Each share entitles the holder to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

6.2. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

6.3. Shares are freely transferable among shareholders or, if there is no more than one shareholder, to third parties.

If the Company has more than one shareholder, the transfer of shares to non-shareholders is subject to the prior approval of the general meeting of shareholders representing at least three quarters of the share capital of the Company.

A share transfer will only be binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

For all other matters, reference is being made to articles 189 and 190 of the Law.

6.4. A shareholders' register will be kept at the registered office of the Company in accordance with the provisions of the Law and may be examined by each shareholder who so requests.

6.5. The Company may redeem its own shares within the limits set forth by the Law.

III. Management - Representation

Art. 7. Board of managers.

7.1. The Company is managed by a board of managers of at least two members appointed by a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders which sets the term of their office. The manager(s) need not to be shareholder(s).

7.2. The managers may be dismissed at any time ad nutum (without any reason).

Art. 8. Powers of the board of managers.

8.1. All powers not expressly reserved by the Law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the single manager or, if the Company is managed by more than one manager, the board of managers, which shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object.

8.2. Special and limited powers may be delegated for determined matters to one or more agents, either shareholders or not, by the manager, or if there are more than one manager, by the board of managers of the Company or by two managers acting jointly.

Art. 9. Procedure.

9.1. The board of managers shall meet as often as the Company's interests so requires or upon call of any manager at the place indicated in the convening notice.

9.2. Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least 24 (twenty-four) hours in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the board of managers.

9.3. No such convening notice is required if all the members of the board of managers of the Company are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telegram, telex, facsimile or e-mail, of each member of the board of managers of the Company.

9.4. Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing another manager as his proxy.

9.5. The board of managers can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented. Resolutions of the board of managers are validly taken by the majority of the votes cast. The resolutions of the board of managers will be recorded in minutes signed by all the managers present or represented at the meeting.

9.6. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

9.7. In cases of urgency, circular resolutions signed by all the managers shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

Art. 10. Representation. The Company shall be bound towards third parties in all matters by the joint signature of any two managers of the Company or, as the case may be, by the joint or single signatures of any persons to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with article 8.2. of these Articles.

Art. 11. Liability of the managers. The managers assume, by reason of their mandate, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company, provided such commitment is in compliance with these Articles as well as the applicable provisions of the Law.

IV. General meetings of shareholders

Art. 12. Powers and Voting rights.

12.1. The single shareholder assumes all powers conferred by the Law to the general meeting of shareholders.

12.2. Each shareholder has voting rights commensurate to its shareholding.

12.3. Each shareholder may appoint any person or entity as his attorney pursuant to a written proxy given by letter, telegram, telex, facsimile or e-mail, to represent him at the general meetings of shareholders.

Art. 13. Form - Quorum - Majority.

13.1. If there are not more than twenty-five shareholders, the decisions of the shareholders may be taken by circular resolution, the text of which shall be sent to all the shareholders in writing, whether in original or by telegram, telex, facsimile or e-mail. The shareholders shall cast their vote by signing the circular resolution. The signatures of the shareholders may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

13.2. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

13.3. However, resolutions to alter the Articles or to dissolve and liquidate the Company may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital.

V. Annual accounts - Allocation of profits

Art. 14. Accounting Year.

14.1. The accounting year of the Company shall begin on the first of January of each year and end on the thirty-first December.

14.2. Each year, with reference to the end of the Company's year, the single manager or, as the case may be, the board of managers must prepare the balance sheet and the profit and loss accounts of the Company as well as an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising all the Company's commitments and the debts of the managers, the statutory auditor(s) (if any) and shareholders towards the Company.

14.3. Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 15. Allocation of Profits.

15.1. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to the statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

15.2. The general meeting of shareholders has discretionary power to dispose of the surplus. It may in particular allocate such profit to the payment of a dividend or transfer it to the reserve or carry it forward.

15.3. Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

(i) a statement of accounts or an inventory or report is established by the manager or the board of managers of the Company;

(ii) this statement of accounts, inventory or report shows that sufficient funds are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the statutory reserve;

(iii) the decision to pay interim dividends is taken by the single shareholder or the general meeting of shareholders of the Company;

(iv) assurance has been obtained that the rights of the creditors of the Company are not threatened.

VI. Dissolution - Liquidation

16.1 In the event of a dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, who do not need to be shareholders, appointed by a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders which will determine their powers and remuneration. Unless otherwise provided for in the resolution of the shareholder(s) or by law, the liquidators shall be invested with the broadest powers for the realisation of the assets and payments of the liabilities of the Company.

16.2 The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities of the Company shall be paid to the shareholder or, in the case of a plurality of shareholders, the shareholders in proportion to the shares held by each shareholder in the Company.

VI. General provision

17. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory provision

The first accounting year shall begin on the date of this deed and shall end on 31 December 2013.

Subscription - Payment

Thereupon, OCM LUXEMBOURG EPF III S.a r.L, prenamed and represented as stated above declares to subscribe for twelve thousand five hundred (12,500) shares in registered form, with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each,

and to fully pay them up by way of a contribution in cash amounting to twelve thousand and five hundred euro (EUR 12,500.-).

The amount of twelve thousand and five hundred euro (EUR 12,500.-) is at the disposal of the Company, as has been proved to the undersigned notary, who expressly acknowledges it.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand one hundred Euro.

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the sole shareholder of the Company, representing the entirety of the subscribed share capital has passed the following resolutions:

1. The following persons are appointed as managers of the Company for an indefinite period:

- Mr. Justin BICKLE, company manager, born on January 11, 1971 in Plymouth, United Kingdom, residing professionally at 27 Knightsbridge, London SW1X 7LY, United Kingdom;

- Mr. Hugo NEUMAN, company manager, born on October 21, 1960 in Amsterdam, The Netherlands, residing at 16, rue J.B. Fresez, L-1724 Luxembourg;

- Mr. Szymon DEC, company manager, born on July 3, 1978 in Lodz, Poland, residing professionally at 26A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg;

- Mr. Martin GRAHAM, lawyer, born on December 7, 1978 in Glasgow, United Kingdom, residing professionally at 27 Knightsbridge, London SW1X 7LY, United Kingdom;

- Mrs. Figen EREN, company manager, born on February 10, 1978 in Besançon, France, residing professionally at 26A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg; and

- Mr. Jabir CHAKIB, company manager, born on November 5, 1967 in Casablanca, Morocco, residing professionally at 26A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

2. The registered office of the Company is set at 26A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy-holder, said proxyholder signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le onze janvier.

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

OCM LUXEMBOURG EPF III S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 26A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 159343, ayant un capital social de EUR 1.127.300,-;

représentée par Madame Ekaterina DUBLET, employée privée, ayant son adresse professionnelle à Junglinster, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Laquelle procuration restera, après avoir été signées "ne varietur" par le mandataire et le notaire instrumentant, annexée au présent acte pour les besoins de l'enregistrement.

Lequel comparant, représenté comme indiqué ci-avant, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont elle a arrêté les statuts comme suit:

I. Dénomination - Siège social - Objet social - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Il est établi une société à responsabilité limitée sous la dénomination OCM Luxembourg EPF III Dublin Holdings S.à r.l. (ci-après la Société), qui sera régie par les lois du Luxembourg, en particulier par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la Loi) et par les présents statuts (ci-après les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social est établi à Luxembourg Ville, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans les limites de la commune de Luxembourg par décision du gérant unique, ou, le cas échéant, par le conseil de gérance de la Société.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé par décision du gérant unique ou, le cas échéant, du conseil de gérance, des succursales, filiales ou bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger. Lorsque le gérant unique ou le conseil de gérance estime que des événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces événements seraient de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société qui, en dépit du transfert de son siège social, restera une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1 La Société a pour objet la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit et la gestion de ces sociétés ou entreprises ou participations. La Société pourra en particulier acquérir par souscription, achat, et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette et en général toutes valeurs ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle pourra participer dans la création, le développement, la gestion et le contrôle de toute société ou entreprise. Elle pourra en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.2 La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de parts sociales et obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances. La Société pourra prêter des fonds, en ce compris, sans limitation, ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations ou de valeurs, à ses filiales, sociétés affiliées et/ou à toute autre société. La Société pourra aussi donner des garanties et nantir, transférer, grever, ou créer de toute autre manière et accorder des sûretés sur toutes ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et engagements et/ou obligations et engagements de toute autre société, et, de manière générale, en sa faveur et/ou en faveur de toute autre société ou personne.

3.3 La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les créanciers, fluctuations monétaires, fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4 La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, financières ou industrielles, ainsi que toutes transactions se rapportant à la propriété immobilière ou mobilière, qui directement ou indirectement favorisent ou se rapportent à la réalisation de son objet social.

4. Durée.

4.1 La Société est constituée pour une durée illimitée.

4.2 La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de l'interdiction, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital.

5.1. Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500), représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales sous forme nominative d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2. Le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit en une seule ou plusieurs fois par résolution de l'associé unique ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

Art. 6. Parts sociales.

6.1. Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

6.2. Envers la Société, les parts sociales de la Société sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

6.3. Les parts sociales sont librement transmissibles entre associés et, en cas d'associé unique, à des tiers.

En cas de pluralité d'associés, la cession de parts sociales à des non-associés n'est possible qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

La cession de parts sociales n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après qu'elle ait été notifiée à la Société ou acceptée par elle en conformité avec les dispositions de l'article 1690 du Code Civil.

Pour toutes autres questions, il est fait référence aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi.

6.4. Un registre des associés sera tenu au siège social de la Société conformément aux dispositions de la Loi où il pourra être consulté par chaque associé.

6.5. La Société peut procéder au rachat de ses propres parts sociales dans les limites et aux conditions prévues par la Loi.

III. Gestion - Représentation

Art. 7. Conseil de gérance.

7.1 La Société est gérée par un conseil de gérance composé d'au moins deux membres qui seront nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés, lequel/laquelle fixera la durée de leur mandat. Le(s) gérant(s) ne sont pas nécessairement associé(s).

7.2 Les gérants sont révocables n'importe quand ad nutum.

Art. 8. Pouvoirs du conseil de gérance

8.1. Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du gérant ou, si la Société est gérée par plus de un gérant, du conseil de gérance, qui aura tous pouvoirs pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformes à l'objet social de la Société.

8.2. Des pouvoirs spéciaux et limités pour des tâches spécifiques peuvent être délégués à un ou plusieurs agents, associés ou non, par le gérant, ou s'il y a plus de un gérant, par le conseil de gérance de la Société ou par deux gérants agissant conjointement.

Art. 9. Procédure.

9.1. Le conseil de gérance se réunira aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige ou sur convocation d'un des gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

9.2. Il sera donné à tous les gérants un avis écrit de toute réunion du conseil de gérance au moins 24 (vingt-quatre) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature (et les motifs) de cette urgence seront mentionnés brièvement dans l'avis de convocation de la réunion du conseil de gérance.

9.3. La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les membres du conseil de gérance de la Société sont présents ou représentés lors de la réunion et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour. Il peut aussi être renoncé à la convocation avec l'accord de chaque membre du conseil de gérance de la Société donné par écrit soit en original, soit par télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique.

9.4. Tout gérant pourra se faire représenter aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit un autre gérant comme son mandataire.

9.5. Le conseil de gérance ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Les décisions du conseil de gérance ne sont prises valablement qu'à la majorité des voix. Les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance seront signés par tous les gérants présents ou représentés à la réunion.

9.6. Tout gérant peut participer à la réunion du conseil de gérance par téléphone ou vidéo conférence ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre et se parler. La participation à la réunion par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à la réunion.

9.7. En cas d'urgence, les résolutions circulaires signées par tous les gérants seront considérées comme étant valablement adoptées comme si une réunion du conseil de gérance dûment convoquée avait été tenue. Les signatures des gérants peuvent être apposées sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou télécopie.

Art. 10. Représentation. La Société sera engagée, en toutes circonstances, vis-à-vis des tiers par la signature conjointe de deux gérants de la Société, ou, le cas échéant, par les signatures individuelle ou conjointe ou unique de toutes personnes à qui de tels pouvoirs de signature ont été valablement délégués conformément à l'article 8.2. des Statuts.

Art. 11. Responsabilités des gérants. Les gérants ne contractent à raison de leur fonction aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont pris en conformité avec les Statuts et les dispositions de la Loi.

IV. Assemblée générale des associés

Art. 12. Pouvoirs et Droits de vote.

12.1. L'associé unique exerce tous les pouvoirs qui sont attribués par la Loi à l'assemblée générale des associés.

12.2. Chaque associé possède des droits de vote proportionnels au nombre de parts sociales détenues par lui.

12.3. Tout associé pourra se faire représenter aux assemblées générales des associés de la Société en désignant par écrit, soit par lettre, télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique une autre personne comme mandataire.

Art. 13. Forme - Quorum - Majorité.

13.1. Lorsque le nombre d'associés n'excède pas vingt-cinq associés, les décisions des associés pourront être prises par résolution circulaire dont le texte sera envoyé à chaque associé par écrit, soit en original, soit par télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique. Les associés exprimeront leur vote en signant la résolution circulaire. Les signatures

des associés apparaîtront sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou télécopie.

13.2. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social.

13.3. Toutefois, les résolutions prises pour la modification des Statuts ou pour la dissolution et la liquidation de la Société seront prises à la majorité des voix des associés représentant au moins les trois quarts du capital social de la Société.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices

Art. 14. Exercice social.

14.1. L'exercice social commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente et un décembre.

14.2. Chaque année, à la fin de l'exercice social de la Société, le gérant unique ou, le cas échéant, le conseil de gérance, doit préparer le bilan et les comptes de profits et pertes de la Société, ainsi qu'un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société, avec une annexe résumant tous les engagements de la Société et les dettes des gérants, commissaire(s) aux comptes (si tel est le cas), et associés envers la Société.

14.3. Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social de la Société.

Art. 15. Affectation des bénéfices.

15.1. Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Il sera prélevé cinq pour cent (5%) sur le bénéfice net annuel de la Société qui sera affecté à la réserve légale jusqu'à ce que cette réserve atteigne dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

15.2. L'assemblée générale des associés décidera discrétionnairement de l'affectation du solde restant du bénéfice net annuel. Elle pourra en particulier attribuer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à la réserve ou le reporter.

15.3. Des dividendes intérimaires pourront être distribués à tout moment dans les conditions suivantes:

(i) un état comptable ou un inventaire ou un rapport est dressé par le gérant ou le conseil de gérance de la Société;

(ii) il ressort de cet état comptable, inventaire ou rapport que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à allouer à la réserve légale;

(iii) la décision de payer les dividendes intérimaires est prise par l'associé unique ou l'assemblée générale des associés de la Société;

(iv) le paiement est fait dès lors qu'il est établi que les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés.

VI. Dissolution - Liquidation

16.1. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés qui fixera leurs pouvoirs et rémunération. Sauf disposition contraire prévue dans la résolution du (ou des) gérant(s) ou par la loi, les liquidateurs seront investis des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation des actifs et le paiement des dettes de la Société.

16.2. Le boni de liquidation résultant de la réalisation des actifs et après paiement des dettes de la Société sera attribué à l'associé unique, ou en cas de pluralité d'associés, aux associés proportionnellement au nombre de parts sociales détenues par chacun d'eux dans la Société.

VI. Disposition générale

17. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une disposition spécifique par les présents Statuts, il est fait référence à la Loi.

Disposition transitoire

La première année sociale débutera à la date du présent acte et se terminera au 31 décembre 2013.

Souscription - Libération

Ces faits exposés, OCM LUXEMBOURG EPF III S.à r.l., prénommée et représentée comme décrit ci-dessus, déclare souscrire à douze mille cinq cents (12.500) Parts Sociales Ordinaires sous forme nominative d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune et les libérer entièrement par versement en espèces de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-).

La somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) est à la disposition de la Société, ce qui a été prouvé au notaire instrumentant, qui le reconnaît expressément.

Coûts

Le comparant a évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution à environ mille cent euros.

Décisions de l'associé unique

Et aussitôt, l'associé unique, représentant l'intégralité du capital social a pris les résolutions suivantes:

1. Les personnes suivantes sont nommées gérants de la Société pour une durée indéterminée:

- Monsieur Justin BICKLE, gérant de sociétés, né le 11 janvier 1971 à Plymouth, Royaume-Uni, ayant son adresse professionnelle au 27 Knightsbridge, Londres SW1X 7LY, Royaume-Uni;
- Monsieur Hugo NEUMAN, gérant de sociétés, né le 21 octobre 1960 à Amsterdam, Pays-Bas, demeurant au 16, rue J.B. Fresez, L-1724 Luxembourg;
- Monsieur Szymon DEC, gérant de sociétés, né le 3 juillet 1978 à Lodz, Pologne, ayant son adresse professionnelle au 26A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg;
- Monsieur Martin GRAHAM, juriste, né le 7 décembre 1978 à Glasgow, Royaume-Uni, ayant son adresse professionnelle au 27 Knightsbridge, Londres SW1X 7LY, Royaume-Uni;
- Madame Figen EREN, gérante de sociétés, née le 10 février 1978 à Besançon, France, ayant son adresse professionnelle au 26A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg; et
- Monsieur Jabir CHAKIB, gérant de sociétés, né le 5 Novembre 1967 à Casablanca, Maroc, ayant son adresse professionnelle au 26A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

2. Le siège social de la Société est établi au 26A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire, le prédit mandataire a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Ekaterina DUBLET, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 18 janvier 2013. Relation GRE/2013/349. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2013032495/427.

(130039463) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2013.

LF Hotels Acquico II SCS, Société en Commandite simple.

Siège social: L-1913 Luxembourg, 12, rue Léandre Lacroix.

R.C.S. Luxembourg B 175.725.

—
STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the eighteenth day of February.

Before Maître Paul Decker, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

1. "LF Hotels Acquico II (GP) S.à r.l.," a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 12, Rue Léandre Lacroix, L-1913 Grand Duchy of Luxembourg, being registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies (R.C.S. Luxembourg) (RCS) under B 175057 and having a share capital of twenty thousand Euro (EUR 20,000.-), and has been incorporated on February 1st, 2013 pursuant to a deed of Maitre Paul Decker, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, not yet published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations (hereinafter the "General Partner"), and

2. "Leopard Germany Holding Hotels S.à.r.l.", a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 12, Rue Léandre Lacroix, L-1913 Grand Duchy of Luxembourg, being registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies (R.C.S. Luxembourg) (RCS) under B 155841 and having a share capital of twenty thousand Euro (EUR 20,000.-), and has been incorporated on September 9th, 2010 pursuant to a deed of Maitre Joelle Baden, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations on November 11th, 2010, (hereinafter, the "Initial Limited Partner")

3. "Fattal Hotels Ltd (Israel)", a limited liability company, duly formed and registered on March 29th 1974 with the Israeli registrar of Companies, under the Israeli Companies Law, and registered with the Israeli Registrar of Companies under the number 51-067881-6 (hereinafter, the "Second Limited Partner"),

and all those who may become limited members in the future are collectively herein referred to as the limited partners (the "Limited Partners"),

Both represented by Bakary Sylla, with professional address at 12, rue Léandre Lacroix, L-1913 Luxembourg, by virtue of two proxies given under private seal on 14 February 2013,

Said proxies, after signed "ne varietur" by the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing parties, represented as here above, have requested the notary to document the limited partnership (société en commandite simple) created between them and its articles of association (the "Articles of Association") as follows:

Art. 1. Form - Name. There is hereby formed by the undersigned among the subscribers and all those who may become holders of interests hereafter issued, a Luxembourg limited partnership (société en commandite simple) which will be governed by the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "Companies Law"), and by these Articles of Association, under the name of LF Hotels Acquico II SCS (the "Partnership").

Art. 2. Registered office. The principal place of business of the Partnership shall be located at 12, rue Léandre Lacroix, L-1913 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

It may be transferred to any other place within the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of the Limited Partners.

Art. 3. Duration. The Partnership has been established for an unlimited period.

Art. 4. Object and Investment objectives.

(1) The purpose of the Partnership is the direct or indirect holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign real estate companies and any other form of real estate investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer of securities of any kind by sale, exchange or otherwise and the administration, control and development of its real estate portfolio located in Germany.

(2) The purpose of the Partnership is also to invest in real estate property, either by means of purchase, exchange or such other manners as well as the disposal, the administration, the development and the management of real estate property, and to carry out any operation relating directly or indirectly thereto or which it may deem useful in the accomplishment and development of this purpose.

(3) The Partnership may further guarantee, borrow in any form and proceed to the issue of bonds and debentures by way of private placement or grant loans in any other form or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Partnership.

(4) The Partnership may further act as a member with limited liability for all debts and obligations of memberships or similar corporate structures.

(5) The Partnership may carry out any transactions, whether commercial or financial which are directly or indirectly connected with its corporate object, at the exclusion of any regulated activity, and engage in any lawful act or activity and exercise any powers permitted under the Companies Law, that, in either case, are incidental to and necessary or convenient for the accomplishment of the above mentioned purposes; provided that same are not contrary to the foregoing purposes and are not otherwise prohibited by any agreements to which the Partnership may then be a party.

(6) The above enumeration is indicative and not limitative, provided that any aforementioned purpose is subject to applicable Luxembourg laws, in particular the provisions of the Companies Law.

Art. 5. Liabilities.

(1) The Limited Partners shall have no personal obligation for the debts or liabilities of the Partnership except as provided in the Articles of Association and in the Companies Law and shall only be liable to make capital contributions to the Partnership to the extent of their respective commitments to the Partnership.

(2) The General Partner, which is acting as the manager of the Partnership shall be fully liable for the Partnership's debts, liabilities and obligations exceeding the Partnership's assets.

Art. 6. Capital. The Partnership's initial capital is set at twenty thousand and one Euro (EUR 20,001.-), divided into one (1) General Partner's interest of one Euro (EUR 1.-) and twenty-thousand (20,000) Limited Partners' interests of one Euro (EUR 1.-) each.

The Limited Partners' interests may be issued in one or more classes.

The total cash contributions of the General Partner and the Initial Limited Partner have been fully paid in.

The General Partner may agree to increase the capital of the Partnership at any time by a decision of the general meeting of the Limited Partners with approval of the majority of the Limited Partners representing three quarters of the Partnership interests and the corresponding number of additional interests without par value shall be issued by the Partnership.

Art. 7. Form of Interests.

(1) The Partnership shall issue interests in registered form only.

(2) All issued interests shall be registered in the register of partners kept by the General Partner, and such register shall contain the name of each owner of interests, his residence or elected domicile as indicated to the Partnership and the number of interests held by him and the amount paid up for the subscription of such interests. The inscription of the Partner's name in the register evidences his right of ownership on such interests.

(3) Limited Partners shall provide the Partnership with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of partners. A Limited Partner may, at any time, change his address as entered into the register by means of a written notification to the Partnership at its registered office, or at such other address as may be set by the General Partner from time to time.

(4) The Partnership recognises only one single owner per interest. If one or more interests are jointly owned or if the ownership of such Interests is disputed, all persons claiming a right to such interests have to appoint one single attorney to represent such interests towards the Partnership. The failure to appoint such attorney implies a suspension of all rights attached to such interests.

Art. 8. Restrictions on the ownership of Interests. The General Partner may restrict or prevent the ownership of interests by any person, for any reason whatsoever. In particular, without any limitation, the General Partner may restrict or prevent the ownership of interests, if in the opinion of the General Partner such holding may be detrimental to the Partnership, if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourgish or foreign; or if as a result thereof the Partnership may become exposed to tax disadvantages or other financial disadvantages that it would not have otherwise incurred.

Art. 9. Conversion and Transfer of Interests.

(1) The General Partner may only sell, assign, transfer, pledge or encumber (together "transfer") all or any portion of its General Partner's Interest, if such sale, assignment, transfer, pledge or encumbrance (together "transfer") is approved by a resolution of the general meeting adopted in the manner required to amend the Articles of Association.

(2) A Limited Partner may not transfer his interests except with the prior written consent of the General Partner, which shall not be unreasonably withheld. Any transfer is subject to the purchaser, assignee, transferee, pledgee or beneficiary of the encumbrance thereof (together "transferee") fully and completely assuming in writing, prior to the transfer, all outstanding obligations of the Limited Partner selling, assigning, transferring, pledging or encumbering the Interests (together "transferor").

(3) Transfers of interests must be made by a notarial or a private deed. They are not valid vis-à-vis the Partnership and the third parties until they have been notified to the Partnership or accepted by the Partnership through a notarial deed.

Art. 10. Management. The Partnership shall be managed by the General Partner or its successor as the case may be, in its capacity as a sole general partner (associé gérant commandité) of the Partnership.

Any change in the management or replacement of the General Partner will have to be agreed upon by the general meeting of the Limited Partners.

Art. 11. Powers of the General Partner.

(1) The General Partner shall have the broadest powers to administer and manage the Partnership, to act in the name of the Partnership in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the corporate object of the Partnership.

(2) The General Partner has all powers and capacity to represent the Partnership vis-à-vis third parties.

(3) All powers not expressly reserved by law or these Articles of Association to the general meeting shall be within the competence of the General Partner.

Art. 12. Restrictions on the Limited Partners. The Limited Partners shall take no part in the operation of the Partnership or the management or control of its business and affairs, and shall have no right or authority to act for the Partnership or to take any part in or in any way to interfere in the conduct or management of the Partnership or to vote on matters relating to the Partnership other than as provided in the Companies Law or as set forth in the Articles of Association.

Art. 13. General meeting of the Limited Partners. The general meeting of Limited Partners shall represent the entire body of Limited Partners of the Partnership. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Partnership, provided that, unless otherwise provided herein, no resolution shall be validly passed unless approved by the General Partner.

The general meeting of Limited Partners shall meet upon call by the General Partner.

An annual general meeting of Partners shall be held on the third Friday of the month of July at 10.00 a.m. for the purpose of approving the annual accounts and the report of the General Partner. The General Partner shall have sole responsibility for preparing the annual accounts and the report and shall submit the relevant documents for approval of the Limited Partners at the above mentioned meeting.

Other meetings of Limited Partners may be held at such places and times as may be specified in the respective notices of meeting.

General meetings of Limited Partners shall be convened pursuant to a notice setting forth the agenda sent at least eight days prior to the meeting to each Limited Partner at the Limited Partner's registered address. The giving of such notice to Partners needs not be justified to the meeting. The agenda shall be prepared by the General Partner.

As all interests of the Partnership are in registered form, notices to Limited Partners may be mailed by registered mail only.

If all Limited Partners are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting may take place without notice of meeting.

The General Partner may determine all other conditions that must be fulfilled by the Limited Partners in order to attend any meeting of Limited Partners.

All general meetings shall be presided over by the General Partner or its designee.

The business transacted at any meeting of the Limited Partners shall be limited to the matters contained in the agenda (which shall include all matters required by law) and business incidental to such matters.

The General Partner may fix in advance a date, not exceeding fifty days, preceding the date of any meeting of Limited Partners as a record date for the determination of the Limited Partners entitled to notice of, and to vote at, any such meeting and in such case such Limited Partners and only such Limited Partners as shall be Limited Partners of record on the date so fixed shall be entitled to such notice of, and to vote at, such meeting, notwithstanding any transfer of any interests of the Partnership on the register of Limited Partners after any such record date fixed as aforesaid.

Each interest of the Partnership is entitled to one vote at all general meetings of Limited Partners, in compliance with Luxembourg law and the Articles of Association. A Limited Partner may act at any meeting of Limited Partners by giving a written proxy to another person, who need not be a Limited Partner.

The presence, in person or represented by proxy, of Limited Partners whose aggregate voting rights constitute a majority of all voting rights shall constitute a quorum. If a meeting of the Limited Partners cannot be organised because a quorum shall not be present or represented, the Limited Partners entitled to vote at such meeting, present in person or represented by proxy, shall have the power to adjourn the meeting from time to time until a quorum shall be present or represented. When a meeting is adjourned to another time or place, notice need not be given of the adjourned meeting if the time and place thereof are announced at the meeting at which the adjournment is taken. At the adjourned meeting at which a quorum shall be present or represented, the Limited Partners may transact any business which might have been transacted at the original meeting.

Unless otherwise provided by law or herein, resolutions of the general meeting, including in particular approval of the annual accounts and changes in interest capital are passed, subject to the approval by the General Partner, by a simple majority vote of the Limited Partners present or represented.

Art. 14. Statutory auditor. The operations of the Partnership shall be supervised by a statutory auditor, who needs not be Limited Partner. The statutory auditor shall be appointed by the annual general meeting of the Limited Partners for a period beginning at the end of the annual general meeting of the Limited Partners meeting and ending at the date of the next annual general meeting of the Limited Partners.

Art. 15. Accounting year. The Partnership's accounting period starts on the 1st April and ends on the 31st March of the following year.

Art. 16. Allocation of profits and Losses between Limited Partners. All profits and losses of the Partnership shall be allocated between the Limited Partners in proportion to the number of Partnership interests held by each of them in the Partnership.

Art. 17. Distribution of income proceeds and Capital proceeds between Limited Partners. All proceeds of the Partnership shall be distributed by the general meeting of the Limited Partners, upon proposal of the General Partner.

Art. 18. Conflicts of interest. No contract or other transaction between the Partnership and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that the General Partner or any one or more of the officers of the General Partner is interested in, or is a director, associate, officer or employee of, such other company or firm. Any officer of the General Partner who serves as a director, associate, officer or employee of any company or firm with which the Partnership shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any officer of the General Partner may have in any transaction of the Partnership an interest opposite to the interests of the Partnership, such officer shall make known to the General Partner such opposite interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such officer's interest therein shall be reported to the next succeeding general meeting of the Limited Partners.

The term "opposite interest", as used in the preceding paragraph, shall not include any relationship with or without interest in any matter, position or transaction involving any person, company or entity as may from time to time be determined by the General Partner on its discretion.

Art. 19. Indemnification and Liability.

(1) The Partnership agrees to indemnify and hold harmless out of the Partnership's assets any of the General Partner or any associate thereof (the "Indemnified Persons") against any and all liabilities, actions, proceedings, claims, costs, demands, damages and expenses (including legal fees) incurred or threatened arising out of or in connection with or relating to or resulting from the Indemnified Person being or having acted as a general partner or manager in respect of the Partnership or arising in respect of or in connection with any matter or other circumstance relating to or resulting from the exercise of its powers as a general partner or manager or from the provision of services to or in respect of the Partnership or under or pursuant to any management agreement or other agreement relating to the Partnership or in respect of services as a nominated director or which otherwise arise in relation to the operation, business or activities of the Partnership provided however that any Indemnified Person shall not be so indemnified with respect to any matter resulting from their fraud, wilful misconduct, bad faith or reckless disregard for their obligations and duties in relation to the Partnership or, save in the case of Indemnified Persons who are individuals (i.e. any officer, director, limited partner, agent, member, adviser, consultant, partner or employee of the General Partner, the services providers or any associate thereof), their negligence (provided that such negligence has had a material adverse economic effect on the partners or the Partnership), or, in the case of the General Partner, any matter resulting from a breach of any duty it may have, or any liability it may incur, to the Partnership or any Limited Partner under the Companies Law.

(2) The indemnities under this Article 18 shall continue in effect notwithstanding that the Indemnified Person shall have ceased to act as General Partner or otherwise to provide services to or in respect of the Partnership or to act in any of the capacities described in this Article 18.

(3) The General Partner shall not be liable to any Limited Partner or to the Partnership for the negligence, dishonesty or bad faith of any agent acting for the General Partner or for the Partnership provided that such agent was selected, engaged and retained by the General Partner, applying reasonable care.

Art. 20. Dissolution and Liquidation. The Partnership may at any time be dissolved by a resolution of the general meeting subject to the quorum and majority requirements of the general meeting of Limited Partners.

Liquidation shall be carried out by the General Partner, unless the general meeting of the Limited Partners appoints one or more other liquidators who need not be Limited Partners. The general meeting shall in each case determine the powers and compensation of any liquidator(s). The net liquidation proceeds shall be distributed by the liquidator(s) to the Limited Partners in proportion to their Interest in the Partnership.

Art. 21. Amendments of the Articles of Association. The Articles of Association may only be amended (whether in whole or in part) by the written consent of the General Partner and of the Limited Partners holding more than two thirds of the aggregate number of all classes of interests of the Partnership issued, provided however that no such variation shall be made which:

- shall impose upon any Limited Partner any obligation to make any further payment to the Partnership beyond the amount of its original subscription;
- increases the liabilities of or obligations of, or diminishes the rights of or protections of, a particular Limited Partner or a particular group of Limited Partners differently than the other Limited Partners under the Articles of Association; or
- otherwise modifies the limited liability of any Limited Partner, without the affirmative consent of all Limited Partners adversely affected thereby and provided further that no variation may be made to this Article 25 without the unanimous consent of all Limited Partners.

Art. 22. Governing law. The Articles of Association and the rights, obligations and relationships of the parties hereto shall be governed by and construed in accordance with the laws of Luxembourg and in particular by the Companies Law and all the parties irrevocably agree that the courts of Luxembourg shall have exclusive jurisdiction to settle any disputes which may arise out of or in connection with the Articles of Association and that accordingly any suit, action or proceedings arising out of or in connection with these Articles of Association shall be brought in such courts.

Art. 23. General provision. For everything that is not provided for in the Articles of Association, the parties refer to the legal provisions on the matter.

Transitional dispositions:

First accounting year

The first accounting year shall begin on the date of the formation of the Partnership and shall terminate on 31st March 2013.

First annual meeting

The first annual general meeting of the Limited Partners shall take place in the year 2013.

Subscription and Liberation:

The General Partner, LF Hotels Acquico I (GP) S.à.r.l., prenamed, makes a contribution in the amount of one Euro (EUR 1.-) totally paid-up as certified by a banking certificate delivered to the notary, for which it is granted the single General Partner's Interest.

The Initial Limited Partner, Leopard Germany Holding Hotels S.à.r.l., prenamed, makes a contribution in the amount of fifteen thousand Euro (EUR 15,000.-) totally paid-up as certified by a banking certificate delivered to the notary, for which it is granted one hundred limited partners' interests.

The Second Limited Partner Fattal Hotels Ltd (Israel), makes a contribution in the amount of five thousand Euro (EUR 5,000.-) totally paid-up as certified by a banking certificate delivered to the notary, for which it is granted one hundred limited partners' interests

Costs

The amount of costs, expenditures, remunerations and charges, of any kind whatsoever, which lies on the Partnership due to the presents, are estimated at an amount of EUR 1,579.-

Extraordinary Limited Partners meeting

The aforementioned appearing parties, representing the whole of the capital subscribed and considering themselves as duly convened, have afterwards formed an extraordinary Limited Partners' meeting.

After having noted that the present meeting is properly formed, they unanimously took the following resolutions:

1. The registered office of the Partnership is fixed at 12, Rue Leandre Lacroix, L-1913, Grand Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing parties the present deed is worded in English, followed by a German version and in case of discrepancies between the English and the German text, the English version will prevail and be binding.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day written at the beginning of this document.

The document having been read to the attorney in fact of the persons appearing, he signed together with the notary the present deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung:

Im Jahr zweitausenddreizehn, am 18. Februar.

Vor Maître Paul Decker, niedergelassener Notar in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Es waren erschienen:

1. „LF Hotels Acquico II (GP) S.à r.l.“, einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) nach im Großherzogtum Luxemburg geltendem Recht, mit eingetragenem Sitz in der Rue Léandre Lacroix Nr. 12, L-1913 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg statt. LF Hotels Acquico II (GP) S.à.r.l. verfügt über ein Grundkapital von zwanzigtausend Euro (EUR 20.000,-) und wurde am 01. Februar 2013 durch einen Rechtsakt von Maître Paul Decker, (im Folgenden „Komplementär“), und

2. „Leopard Germany Holding Hotels S.à r.l.“, einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) nach im Großherzogtum Luxemburg geltendem Recht, mit eingetragenem Sitz in der Rue Léandre Lacroix Nr. 12, L-1913 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg statt. Leopard Germany Holding Hotels S.à.r.l. verfügt über ein Grundkapital von zwanzigtausend Euro (EUR 20.000,-) und wurde am 09. September 2010 durch einen Rechtsakt von Maître Joëlle Baden, niedergelassener Notar in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg gegründet, am 11. November 2010 im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations veröffentlicht worden (im Folgenden „anfänglicher Kommanditist“),

3. „Fattal Hotels Ltd (Israel)“, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung, die am 29. März 1974 ordnungsgemäß nach israelischem Gesellschaftsrecht gegründet wurde und beim israelischen Registergericht unter der Nummer 51-067881-6 eingetragen ist (im Folgenden „zweite Kommanditist“),

und alle, die in Zukunft Kommanditist werden können, werden hier zusammen Kommanditisten („Kommanditisten“) genannt.

Beide werden von Bakary Sylla, mit der Geschäftsanschrift 12, rue Léandre Lacroix, L-1913 Luxemburg auf der Grundlage von zwei privatschriftlichen Vollmachten vom 14. Februar 2013 vertreten.

Die Vollmachten, die den Vermerk „ne varietur“ der erschienenen Partei und des Notars tragen, verbleiben für die Zwecke der Eintragung im Anhang zu der vorliegenden Urkunde.

Die erschienenen Parteien, die wie vorstehend angegeben vertreten sind, bitten den Notar um die Dokumentierung der von ihnen gegründeten Kommanditgesellschaft (société en commandite simple) sowie der zugehörigen Satzung („Satzung“) wie folgt:

Art. 1. Form - Name. Hiermit wird von den Unterzeichneten unter den Zeichnern [sic] und allen, die u. U. Inhaber von in Folge ausgestellten Anteilen werden, eine Kommanditgesellschaft nach luxemburgischem Recht (société en commandité simple) gegründet, die den Vorschriften des Gesetzes zu Handelsgesellschaften vom 10. August 1915 in der geltenden Fassung („Gesellschaftsgesetz“) und dieser Satzung unterliegt und den Namen LF Hotels Acquico II (GP) SCS („Kommanditgesellschaft“) trägt.

Art. 2. Eingetragener Geschäftssitz. Der Hauptgeschäftssitz der Kommanditgesellschaft ist in der 12, rue Léandre Lacroix, L-1913 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Der Sitz kann auf der Grundlage eines Beschlusses der Hauptversammlung der Kommanditisten an jeden anderen Ort innerhalb des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

Art. 3. Laufzeit. Die Kommanditgesellschaft wird für unbestimmte Zeit gegründet.

Art. 4. Gegenstand und Anlageziele.

(1) Der Gegenstand der Kommanditgesellschaft ist die unmittelbare oder mittelbare Beteiligung in beliebiger Form an luxemburgischen und ausländischen Immobiliengesellschaften und an sonstigen Formen von Immobilienanlagen, die Akquisition durch Kauf, Zeichnung oder auf sonstige Weise, die Übertragung von Wertpapieren jeglicher Art durch Verkauf, Eintausch oder sonstige Weise sowie die Verwaltung, Kontrolle und Entwicklung des in Deutschland gelegenen Immobilienportfolios.

(2) Der Gegenstand der Kommanditgesellschaft besteht auch in der Anlage in Immobilienobjekte, entweder auf der Grundlage von Kauf, Eintausch oder auf sonstige Weise, sowie der Veräußerung, Verwaltung, Entwicklung und Leitung von Immobilienobjekten und Ausführung aller Handlungen, die unmittelbar oder mittelbar damit in Verbindung stehen oder die beim Erreichen und bei der Entwicklung dieses Gegenstands für nützlich erachtet werden.

(3) Die Kommanditgesellschaft kann darüber hinaus Garantien abgeben, Darlehen jeglicher Art aufnehmen und Schuldverschreibungen und Anleihen im Zuge einer Privatplatzierung ausgeben oder Darlehen in anderer Form gewähren oder die Unternehmen, an denen die Kommanditgesellschaft unmittelbar oder mittelbar beteiligt ist oder die zur gleichen Unternehmensgruppe wie die Kommanditgesellschaft gehören, auf sonstige Weise unterstützen.

(4) Die Kommanditgesellschaft kann darüber hinaus als Mitglied mit beschränkter Haftung in Bezug auf alle Schulden und Pflichten der Mitgliedschaft oder ähnliche Gesellschaftsstrukturen handeln.

(5) Die Kommanditgesellschaft darf jede gewerbliche oder finanzielle Transaktion ausführen, die unmittelbar oder mittelbar mit dem Unternehmensziel verbunden ist, wobei jedoch genehmigungspflichtige Handlungen ausgenommen sind, und jede rechtmäßige Handlung oder Aktivität und alle Befugnisse ausüben, die gemäß dem Gesellschaftsgesetz gestattet sind und die jeweils mit dem Erreichen des vorstehend genannten Gegenstands einhergehen oder dafür notwendig oder zweckdienlich sind, wobei diese jedoch dem vorstehend genannten Gegenstand nicht entgegenstehen und auch sonst nicht gegen Verträge verstoßen dürfen, bei denen die Kommanditgesellschaft u. U. als Partei auftritt.

(6) Obige Aufzählung ist beispielhaft und nicht begrenzend, wobei jedoch jeder vorstehend genannte Gegenstand den geltenden luxemburgischen Gesetzen unterliegt, insbesondere den Bestimmungen des Gesellschaftsgesetzes.

Art. 5. Verbindlichkeiten.

(1) Soweit in der Satzung und im Gesellschaftsgesetz keine anderslautenden Angaben gemacht sind, sind die Kommanditisten nicht persönlich für die Schulden oder Verbindlichkeiten der Kommanditgesellschaft haftbar und lediglich verpflichtet, ihre Kapitaleinlage im Umfang ihrer jeweiligen Zusage der Kommanditgesellschaft gegenüber zu leisten.

(2) Der Komplementär, der als Geschäftsführer der Kommanditgesellschaft auftritt, ist gesamtschuldnerisch und unbeschränkt für die Schulden, Verbindlichkeiten und Pflichten der Kommanditgesellschaft haftbar, die über das Vermögen der Kommanditgesellschaft hinausgehen.

Art. 6. Kapital. Das Anfangskapital der Kommanditgesellschaft wird auf zwanzigtausendundeinen Euro (EUR 20.001.-) festgelegt und in einen (1) Anteil des Komplementärs in Höhe von einem Euro (EUR 1.-) und in zwanzigtausend (20.000) Anteile der Kommanditisten in Höhe von je einem Euro (EUR 1.-) aufgeteilt.

Die Anteile der Kommanditisten können in einer oder mehreren Klassen ausgegeben werden.

Die gesamten Bareinlagen des Komplementärs und der anfänglichen Kommanditisten sind vollständig eingezahlt.

Der Komplementär kann sich jederzeit mit einer Kapitalerhöhung der Kommanditgesellschaft auf der Grundlage einer Entscheidung der Hauptversammlung der Kommanditisten mit Genehmigung der Mehrheit der Kommanditisten, die drei Viertel der Anteile an der Kommanditgesellschaft darstellen, einverstanden erklären und die Kommanditgesellschaft gibt dann die entsprechende Anzahl von zusätzlichen Anteilen ohne Nennwert aus.

Art. 7. Art der Anteile.

(1) Die Kommanditgesellschaft gibt nur eingetragene Anteile aus.

(2) Alle ausgegebenen Anteile werden vom Komplementär im Gesellschaftsregister geführt. Das Register beinhaltet den Namen jedes Inhabers von Anteilen, seinen Wohnort oder sein Zustellungsdomizil, der bzw. das der Kommanditgesellschaft mitgeteilt wird, sowie die Anzahl der vom Inhaber gehaltenen Anteile und den Preis, den er für die Zeichnung

der Anteile gezahlt hat. Der Eintrag des Namens des Gesellschafters ist Nachweis seines Eigentumsrechtes an den jeweiligen Anteilen.

(3) Die Kommanditisten teilen der Kommanditgesellschaft eine Anschrift mit, an die alle Mitteilungen und Bekanntmachungen gesendet werden. Diese Anschriften werden auch in das Gesellschaftsregister eingetragen. Ein Kommanditist kann seine im Register eingetragene Anschrift jederzeit ändern und lässt der Kommanditgesellschaft dazu eine schriftliche Mitteilung an den eingetragenen Sitz oder an eine andere Anschrift zukommen, die gelegentlich vom Komplementär mitgeteilt werden kann.

(4) Die Kommanditgesellschaft erkennt pro Anteil nur einen einzigen Inhaber an. Befindet sich ein oder mehrere Anteile im gemeinsamen Eigentum oder wird das Eigentum an solchen Anteilen streitig gemacht, dann müssen alle Personen, die ein solches Recht an den Anteilen geltend machen, einen einzigen Anwalt bestellen, der diese Anteile dann der Kommanditgesellschaft gegenüber vertritt. Eine Nichtbestellung eines solchen Anwalts bedeutet die Aussetzung aller mit den Anteilen verbundenen Rechte.

Art. 8. Einschränkungen am Eigentum an den Anteilen. Der Komplementär kann das Eigentum einer Person an Anteilen aus beliebigen Gründen einschränken oder verhindern. Insbesondere kann der Komplementär uneingeschränkt das Eigentum an Anteilen einschränken oder verhindern, wenn eine solche Inhaberschaft nach Ansicht des Komplementärs nachteilig für die Kommanditgesellschaft ist, zu einer Verletzung von luxemburgischen oder ausländischen Gesetzen oder Vorschriften führen kann oder die Kommanditgesellschaft als Folge davon steuerliche Nachteile oder sonstige finanzielle Nachteile erleidet, die sie ansonsten nicht erlitten hätte.

Art. 9. Umwandlung und Übertragung von Anteilen.

(1) Dem Komplementär ist der Verkauf, die Abtretung, Übertragung, Verpfändung oder dingliche Belastung (zusammen „Übertragung“) aller oder eines Teils der Anteile des Komplementärs nur dann gestattet, wenn der Verkauf, die Abtretung, Übertragung, Verpfändung oder dingliche Belastung (zusammen „Übertragung“) durch einen Beschluss der Hauptversammlung in Übereinstimmung mit der Satzung in Bezug auf Ergänzungen [sic] gestattet wird.

(2) Ein Kommanditist darf seine Anteile nur mit der vorherigen, schriftlichen Zustimmung des Komplementärs, die nicht unsachgemäß vorenthalten werden darf, übertragen. Jede Übertragung unterliegt der Voraussetzung, dass der Käufer, Abtretungsempfänger, Übertragungsempfänger, Pfandnehmer oder Begünstigte der dinglichen Belastung (zusammen „Übertragungsempfänger“) alle ausstehenden Pflichten des Kommanditisten, der die Anteile verkauft, abtritt, überträgt, verpfändet oder dinglich belastet (zusammen „Übertragender“), ganz und vollumfänglich schriftlich übernimmt.

(3) Die Übertragung von Anteilen erfolgt im Zuge einer notariell beglaubigten Urkunde oder Privaturkunde. Sie ist der Kommanditgesellschaft und Dritten gegenüber erst nach Mitteilung an die Kommanditgesellschaft oder Annahme durch die Kommanditgesellschaft im Zuge einer notariell beglaubigten Urkunde wirksam.

Art. 10. Geschäftsführung. Die Kommanditgesellschaft wird vom Komplementär bzw. seinem Nachfolger in seiner Kapazität als alleiniger Komplementär (associé gérant commandité) der Kommanditgesellschaft geführt.

Änderungen an der Geschäftsführung oder in Bezug auf den Wechsel des Komplementärs bedürfen der Zustimmung der Hauptversammlung der Kommanditisten.

Art. 11. Befugnisse des Komplementärs.

(1) Der Komplementär hat die umfassendsten Befugnisse für die Verwaltung und Leitung der Kommanditgesellschaft, für die Handlung im Namen der Kommanditgesellschaft unter allen Umständen sowie die Ausübung und Genehmigung aller Handlungen und Maßnahmen, die mit dem Unternehmensziel der Kommanditgesellschaft im Einklang stehen.

(2) Der Komplementär verfügt über alle Befugnisse und die Berechtigung, die Kommanditgesellschaft Dritten gegenüber zu vertreten.

(3) Alle Befugnisse, die nicht ausdrücklich kraft Gesetz oder aufgrund der Satzung der Hauptversammlung vorbehalten sind, fallen unter die Zuständigkeit des Komplementärs.

Art. 12. Einschränkungen der Kommanditisten. Die Kommanditisten sind nicht am Betrieb der Kommanditgesellschaft oder der Geschäftsführung oder Kontrolle in Bezug auf die Geschäfte und Angelegenheiten beteiligt und haben keine Rechte und keine Befugnis, im Namen der Kommanditgesellschaft zu handeln oder sich in irgendeiner Weise an der Leitung oder Führung der Kommanditgesellschaft zu beteiligen oder sich darin einzumischen oder in Bezug auf die Kommanditgesellschaft betreffende Angelegenheiten abzustimmen, soweit im Gesellschaftsgesetz oder in der Satzung keine anderslautenden Angaben gemacht sind.

Art. 13. Hauptversammlung der Kommanditisten. Die Hauptversammlung der Kommanditisten stellt das gesamte Organ der Kommanditisten der Kommanditgesellschaft dar. Sie hat die umfassendsten Befugnisse für die Anweisung, Durchführung oder Ratifizierung von Handlungen in Bezug auf den Betrieb der Kommanditgesellschaft, wobei, soweit hier keine anderslautenden Angaben gemacht sind, ein Beschluss erst dann als wirksam verabschiedet gilt, wenn er vom Komplementär genehmigt wird.

Die Gesellschafterversammlung der Kommanditisten wird vom unbeschränkt haftenden Gesellschafter einberufen.

Eine Jahreshauptversammlung der Gesellschafter wird am dritten Freitag des Monats Juli um 10.00 Uhr stattfinden, um die Jahresabschlüsse und den Bericht des unbeschränkt haftenden Gesellschafters zu genehmigen. Der unbeschränkt

haftende Gesellschafter trägt die alleinige Verantwortung für die Erstellung der Jahresabschlüsse und des Berichts und muss die betreffenden Dokumente bei der oben erwähnten Versammlung zur Genehmigung durch die Kommanditisten vorlegen.

Andere Versammlungen der Kommanditisten können an solchen Orten und zu solchen Zeiten abgehalten werden wie in den jeweiligen Ankündigungen zur Versammlung angegeben.

Gesellschafterversammlungen der Kommanditisten werden gemäß einer die Tagesordnung enthaltende Ankündigung einberufen, die jedem Kommanditisten mindestens acht Tage vor der Versammlung an die registrierte Anschrift des Kommanditisten zugeschickt wird. Eine solche Ankündigung an die Gesellschafter muss der Versammlung gegenüber nicht begründet werden. Die Tagesordnung ist vom unbeschränkt haftenden Gesellschafter vorzubereiten.

Da es sich bei allen Anteilen der Gesellschaft um Namensanteile handelt, dürfen Ankündigungen an Kommanditisten nur per Einschreiben geschickt werden.

Wenn alle Kommanditisten anwesend oder vertreten sind und sich als ordnungsgemäß einberufen und über die Tagesordnung informiert ansehen, kann die Gesellschafterversammlung ohne Ankündigung stattfinden.

Der unbeschränkt haftende Gesellschafter kann alle anderen Bedingungen bestimmen, die von den Kommanditisten zu erfüllen sind, um an einer Versammlung der Kommanditisten teilzunehmen.

Bei allen Gesellschafterversammlungen führt der unbeschränkt haftende Gesellschafter oder die von diesem benannte Person den Vorsitz.

Die Verhandlungsgegenstände einer Gesellschafterversammlung der Kommanditisten sind auf die in der Tagesordnung (die alle gesetzlich erforderlichen Angelegenheiten enthalten muss) enthaltenen Angelegenheiten und mit solchen Angelegenheiten verbundene Gegenstände beschränkt.

Der unbeschränkt haftende Gesellschafter kann im Voraus einen Tag, nicht mehr als fünfzig Tage vor dem Datum einer Gesellschafterversammlung der Kommanditisten, als Stichtag für die Bestimmung der Kommanditisten, die Anspruch auf eine Ankündigung für und auf Abstimmung bei einer solchen Versammlung haben, festlegen, und in diesem Fall haben die betreffenden Kommanditisten - und nur diese Kommanditisten - die an dem so bestimmten Datum eingetragene Kommanditisten sind, Anspruch auf eine solche Ankündigung für und auf Abstimmung bei der betreffenden Versammlung, ungeachtet einer Übertragung von Gesellschaftsanteilen im Verzeichnis der Kommanditisten nach einem solchen wie oben erwähnt festgelegten Stichtag.

Gemäß Luxemburger Recht und dem Gesellschaftsvertrag berechtigt jeder Gesellschaftsanteil zur Abgabe einer Stimme bei allen Gesellschafterversammlungen der Kommanditisten. Ein Kommanditist kann bei einer Gesellschafterversammlung der Kommanditisten handeln, indem er einer anderen Person, bei der es sich nicht um einen Kommanditisten handeln muss, eine schriftliche Vollmacht erteilt.

Durch die Anwesenheit, persönlich oder durch Vollmacht vertreten, von Kommanditisten, deren Stimmrechte zusammen die Mehrheit aller Stimmrechte darstellen, ist die Versammlung beschlussfähig. Wenn eine Versammlung der Kommanditisten nicht organisiert werden kann, weil keine beschlussfähige Mehrheit anwesend oder vertreten ist, sind die bei einer solchen Versammlung persönlich anwesenden oder durch Vollmacht vertretenen stimmberechtigten Kommanditisten dazu berechtigt, die Versammlung jeweils zu vertagen, bis eine beschlussfähige Mehrheit anwesend oder vertreten sein kann. Bei Verlegung einer Versammlung auf einen anderen Termin oder an einen anderen Ort muss keine Benachrichtigung über die vertagte Versammlung erfolgen, wenn deren Ort und Zeit bei der Versammlung, bei der die Vertagung beschlossen wird, bekanntgegeben werden. Bei der vertagten Versammlung, bei der eine beschlussfähige

Mehrheit anwesend oder vertreten sein muss, können die Kommanditisten alle Verhandlungsgegenstände behandeln, die ggf. bei der ursprünglichen Versammlung verhandelt worden wären.

Soweit nicht gesetzlich oder in diesem Dokument anderweitig vorgesehen, werden Beschlüsse der Gesellschafterversammlung, einschließlich insbesondere der Genehmigung der Jahresabschlüsse und von Veränderungen des Anteilskapitals, vorbehaltlich der Zustimmung des unbeschränkt haftenden Gesellschafters mit einer einfachen Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Kommanditisten gefasst.

Art. 14. Abschlussprüfer. Die Geschäftstätigkeit der Gesellschaft ist von einem Abschlussprüfer zu überwachen, bei dem es sich nicht um einen Kommanditisten handeln muss. Der Abschlussprüfer wird von der Jahreshauptversammlung der Kommanditisten für einen Zeitraum, der am Ende der Jahreshauptversammlung der Kommanditisten beginnt und am Datum der nächsten Jahreshauptversammlung der Kommanditisten endet, bestellt.

Art. 15. Rechnungsjahr. Das Rechnungsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. April und endet am 31. März des folgenden Jahres.

Art. 16. Aufteilung der Gewinne und Verluste unter den Kommanditisten. Alle Gewinne und Verluste der Gesellschaft sind gemäß der Anzahl der Gesellschaftsanteile, die von jedem von ihnen an der Gesellschaft gehalten werden, unter den Kommanditisten aufzuteilen.

Art. 17. Aufteilung des Einkommens- und Kapitalertrags unter den Kommanditisten. Alle Erträge der Gesellschaft sind von der Gesellschafterversammlung der Kommanditisten auf Vorschlag des unbeschränkt haftenden Gesellschafters auszuschütten.

Art. 18. Interessenkonflikte. Verträge oder andere Geschäfte zwischen der Gesellschaft und einem anderen Unternehmen oder einer anderen Firma werden nicht durch den Umstand beeinflusst oder aufgrund des Umstandes ungültig, dass der unbeschränkt haftende Gesellschafter oder einer oder mehrere der leitenden Angestellten (Officers) des unbeschränkt haftenden Gesellschafters an einem solchen anderen Unternehmen oder einer solchen anderen Firma beteiligt ist oder ein Direktor, Partner, leitender Angestellter (Officer) oder Mitarbeiter des betreffenden anderen Unternehmens oder der betreffenden anderen Firma ist. Ein leitender Angestellter (Officer) des unbeschränkt haftenden Gesellschafters, der als Direktor, Partner, leitender Angestellter oder Mitarbeiter eines Unternehmens oder einer Firma tätig ist, mit der die Gesellschaft einen Vertrag schließen oder auf andere Weise Geschäfte tätigen soll, darf nicht aufgrund einer solchen Verbindung mit dem betreffenden anderen Unternehmen oder der betreffenden anderen Firma daran gehindert werden, Angelegenheiten in Bezug auf einen solchen Vertrag oder ein solches anderes Geschäft in Betracht zu ziehen, diesbezüglich seine Stimme abzugeben oder entsprechende Handlungen vorzunehmen.

Falls ein leitender Angestellter (Officer) des unbeschränkt haftenden Gesellschafters ein Interesse an einer Transaktion der Gesellschaft hat, das den Interessen der Gesellschaft entgegensteht, so hat der betreffende leitende Angestellte dem unbeschränkt haftenden Gesellschafter das betreffende entgegenstehende Interesse bekanntzugeben und darf eine solche Transaktion nicht in Betracht ziehen oder dazu abstimmen, und über die betreffende Transaktion und das Interesse des betreffenden leitenden Angestellten daran ist der nächsten Gesellschafterversammlung der Kommanditisten zu berichten.

Der Begriff „entgegenstehendes Interesse“, wie im vorstehenden Absatz verwendet, schließt keine Beziehungen mit oder ohne Interesse an einer Angelegenheit, Position oder Transaktion ein, die eine Person, ein Unternehmen oder eine Rechtskörperschaft betrifft, welche jeweils vom unbeschränkt haftenden Gesellschafter in seinem eigenen Ermessen festgelegt werden können.

Art. 19. Entschädigung und Haftung.

(1) Die Gesellschaft verpflichtet sich dazu, alle [sic] des unbeschränkt haftenden Gesellschafters oder eines Partners des unbeschränkt haftenden Gesellschafters (die „freigestellten Personen“) aus dem Vermögen der Gesellschaft zu entschädigen und schadlos zu halten in Bezug auf und gegen alle Verbindlichkeiten, Klagen, Verfahren, Ansprüche, Kosten, Forderungen, Schadensersatz und Aufwendungen (einschließlich von Rechtskosten), die entstanden sind oder angedroht wurden, welche sich ergeben aus oder im Zusammenhang mit dem Umstand oder mit diesem in Verbindung stehen oder daraus resultieren, dass die freigestellte Person unbeschränkt haftender Gesellschafter oder Geschäftsführer in Bezug auf die Gesellschaft ist oder als solcher fungiert hat, oder die entstehen in Bezug auf oder im Zusammenhang mit Angelegenheiten oder anderen Umständen bezüglich der oder als Ergebnis der Ausübung seiner Befugnisse als unbeschränkt haftender Gesellschafter oder Geschäftsführer oder als Ergebnis der Erbringung von Dienstleistungen für oder in Bezug auf die Gesellschaft oder im Rahmen von oder gemäß einem Geschäftführungsvertrag oder anderen Vertrag bezüglich der Gesellschaft oder in Bezug auf Dienstleistungen als ernannter Direktor oder die sich anderweitig ergeben in Bezug auf die Geschäftstätigkeit, das Geschäft oder Aktivitäten der Gesellschaft, allerdings mit der Maßgabe, dass eine freigestellte Person nicht auf diese Weise entschädigt werden soll in Bezug auf Angelegenheiten, die aus ihrem Betrug, vorsätzlichen Fehlverhalten, ihrer Bösgläubigkeit oder grob fahrlässigen Missachtung ihrer Verpflichtungen und Pflichten bezüglich der Gesellschaft resultieren, oder, außer im Falle von freigestellten Personen, die Einzelpersonen sind (d. h. leitende Angestellte (Officers), Direktoren, Kommanditisten, Vertreter, Mitglieder, Ratgeber, Berater, Gesellschafter oder Mitarbeiter des unbeschränkt haftenden Gesellschafters, der Dienstleistungsanbieter oder ihrer Partner), aus ihrer Fahrlässigkeit (vorausgesetzt, dass eine solche Fahrlässigkeit eine wesentliche negative wirtschaftliche Auswirkung auf die Gesellschafter oder die Gesellschaft gehabt hat) oder, im Falle des unbeschränkt haftenden Gesellschafters, in Bezug auf Angelegenheiten, die aus der Verletzung einer Pflicht resultieren, die er ggf. nach dem Gesellschaftsrecht gegenüber der Gesellschaft oder einem Kommanditisten hat, oder eine Verbindlichkeit, die ihm ggf. nach dem Gesellschaftsrecht gegenüber der Gesellschaft oder einem Kommanditisten entsteht.

(2) Die Entschädigungen gemäß diesem Artikel 18 bestehen ungeachtet des Umstands, dass die freigestellte Person nicht mehr als unbeschränkt haftender Gesellschafter fungiert oder auf andere Weise keine Dienstleistungen mehr für oder in Bezug auf die Gesellschaft erbringt oder nicht mehr in einer der in diesem Artikel 18 beschriebenen Funktionen handelt, fort.

(3) Der unbeschränkt haftende Gesellschafter haftet gegenüber den Kommanditisten oder der Gesellschaft nicht für die Fahrlässigkeit, Unredlichkeit oder Bösgläubigkeit eines für den unbeschränkt haftenden Gesellschafter oder für die Gesellschaft handelnden Vertreters, soweit dieser Vertreter vom unbeschränkt haftenden Gesellschafter unter Beachtung der angemessenen Sorgfalt ausgewählt, beauftragt und eingestellt wurde.

Art. 20. Auflösung und Liquidation. Die Gesellschaft kann durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung vorbehaltlich der Anforderungen hinsichtlich der beschlussfähigen Mehrheit und der Mehrheit der Gesellschafterversammlung der Kommanditisten jederzeit aufgelöst werden.

Die Liquidation wird vom unbeschränkt haftenden Gesellschafter vorgenommen, soweit nicht die Gesellschafterversammlung der Kommanditisten einen oder mehrere andere Liquidatoren bestellt, bei denen es sich nicht um Kommanditisten handeln muss. Die Gesellschafterversammlung wird in jedem Fall die Befugnisse und die Vergütung der Liquidatoren bestimmen. Der Nettoerlös der Liquidation ist vom Liquidator/den Liquidatoren gemäß ihrem Anteil an der Gesellschaft an die Kommanditisten auszuschütten.

Art. 21. Änderungen des Gesellschaftsvertrags. Der Gesellschaftsvertrag darf nur durch die schriftliche Zustimmung des unbeschränkt haftenden Gesellschafters und der Kommanditisten, die mehr als zwei Drittel der Anzahl sämtlicher ausgegebenen Gesellschaftsanteile aller Klassen halten, (ganz oder teilweise) geändert werden, allerdings mit der Maßgabe, dass keine Veränderungen vorgenommen werden dürfen, die

- einem Kommanditisten eine Verpflichtung auferlegen, eine Zahlung an die Gesellschaft zu leisten, die über seine ursprüngliche Zeichnungssumme hinausgeht;

- die Verbindlichkeiten oder Verpflichtungen eines bestimmten Kommanditisten oder einer bestimmten Gruppe von Kommanditisten in anderer Weise als die anderer Kommanditisten gemäß dem Gesellschaftsvertrag erhöhen oder die Rechte oder den Schutz eines bestimmten Kommanditisten oder einer bestimmten Gruppe von Kommanditisten in anderer Weise als die anderer Kommanditisten gemäß dem Gesellschaftsvertrag verringern; oder

- in anderer Weise ohne die ausdrückliche Zustimmung aller Kommanditisten, die hiervon negativ betroffen sind, die beschränkte Haftung eines Kommanditisten verändern, und weiterhin mit der Maßgabe, dass dieser Artikel 25 ohne die einstimmige Zustimmung aller Kommanditisten nicht geändert werden darf.

Art. 22. Geltendes Recht. Der Gesellschaftsvertrag und die Rechte, Verpflichtungen und Beziehungen der Parteien unterliegen Luxemburger Recht, und insbesondere dem Gesellschaftsrecht Luxemburgs, und sind nach diesem auszulegen, und alle Parteien erklären sich unwiderruflich damit einverstanden, dass ausschließlich die Gerichte von Luxemburg dafür zuständig sind, Streitigkeiten beizulegen, die sich aus oder im Zusammenhang mit dem Gesellschaftsvertrag ergeben, und dass demgemäß alle Prozesse, Klagen oder Verfahren, die sich aus oder im Zusammenhang mit diesem Gesellschaftsvertrag ergeben, in den betreffenden Gerichten anzustrengen sind.

Art. 23. Allgemeines. Für alle Angelegenheiten, die nicht im Gesellschaftsvertrag vorgesehen sind, verweisen die Parteien auf die gesetzlichen Bestimmungen zu den betreffenden Angelegenheiten.

Übergangsbestimmungen:

Erstes Rechnungsjahr

Das erste Rechnungsjahr beginnt am Tag der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2013.

Erste Jahresversammlung

Die erste Jahreshauptversammlung der Kommanditisten wird im Jahr 2014 stattfinden.

Zeichnung

Der unbeschränkt haftende Gesellschafter, LF Hotels Acquico II (GP) S.à r.l., leistet eine Einlage in Höhe von einem Euro (EUR 1,-), die vollständig eingezahlt ist, wie durch eine dem Notar übergebene Bankbescheinigung belegt, für den ihm der einzige Anteil des unbeschränkt haftenden Gesellschafters gewährt wird.

Der anfängliche Kommanditist, Leopard Germany Holding S.à r.l., leistet eine Einlage in Höhe von fünfzehntausend Euro (EUR 15.000,-), die vollständig eingezahlt ist, wie durch eine dem Notar übergebene Bankbescheinigung belegt, für den ihm einhundert Kommanditanteile gewährt werden.

Der zweite Kommanditist, Fattal Hotels Ltd (Israel), leistet eine Einlage in Höhe von fünftausend Euro (EUR 5.000,-), die vollständig eingezahlt ist, wie durch eine dem Notar übergebene Bankbescheinigung belegt, für den ihm einhundert Kommanditanteile gewährt werden.

Kostenschätzung

Der Betrag der Kosten, Aufwendungen, Vergütungen und Gebühren jeglicher Art, der aufgrund dieses Dokuments auf der Gesellschaft liegt, wird auf einen Betrag von EUR 1.579,- geschätzt.

Außerordentliche Versammlung der Kommanditisten

Die vorstehend erwähnten erschienenen Parteien, die das gesamte gezeichnete Kapital repräsentieren und sich als ordnungsgemäß einberufen ansehen, haben anschließend eine außerordentliche Versammlung der Kommanditisten gebildet.

Nachdem sie festgestellt hatten, dass diese Versammlung ordnungsgemäß zusammengesetzt ist, haben sie einstimmig die folgenden Beschlüsse gefasst:

1. Der eingetragene Sitz der Gesellschaft wird bestimmt als 12, Rue Leandre Lacroix, L-1913, Großherzogtum Luxemburg.

2. „Ernst & Young Luxemburg“ mit Sitz in 7, rue Gabriel Lippmann L-5365 Munsbach (RCS Luxemburg B 88,019) wird zum Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft bestellt.

WORÜBER URKUNDE, Erstellt wurde zu Luxemburg, mit Datum wie eingangs erwähnt.

Der unterzeichnende Notar, welcher die englische Sprache versteht und spricht, bestätigt, dass vorliegende Urkunde in Englisch gefasst ist, gefolgt von einer deutschen Übersetzung und dass im Falle von Unterschieden zwischen der englischen und der deutschen Fassung die englische Fassung maßgebend ist.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den erschienenen Bevollmächtigten, hat letzterer mit Uns, dem unterzeichnenden Notar, die gegenwärtige Urkunde unterzeichnet.

Signé: B. SYLLA, P. DECKER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 20/02/2013. Relation: LAC/2013/7800. Reçu 75,- € (soixante-quinze Euros).

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR COPIE CONFORME, délivré au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg.

Luxembourg, le 7 mars 2013.

Référence de publication: 2013033705/589.

(130040995) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2013.

Kennedy Financement Luxembourg 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 165.327.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique en date du 18 février 2013

- L'associé unique décide de ratifier la nomination de la société anonyme Mazars Luxembourg ayant son siège social au 10A, rue Henri Schnadt, L-2530 Luxembourg comme «Réviseur d'entreprises» de la Société, avec effet depuis la constitution de la Société et jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui sera tenue en 2013.

- L'associé unique décide de remplacer la société anonyme Mazars Luxembourg ayant son siège social au 10A, rue Henri Schnadt, L-2530 Luxembourg, par PricewaterhouseCoopers Luxembourg ayant son siège social au 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, en tant que "Réviseur d'Entreprises Agréé", jusqu'à la prochaine assemblée générale ordinaire des associés, approuvant les comptes annuels au 31 décembre 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour KENNEDY FINANCEMENT LUXEMBOURG S.à r.l.

Référence de publication: 2013035237/18.

(130043377) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2013.

Xylem International S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 144.132.

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-first February.

Before Maître Paul Decker, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

There appeared:

XYLEM GLOBAL S.à.r.l., a private limited company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of Luxembourg having its registered office at 9, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 172.763, with a share capital of EUR 18,656,080.- (the Sole Shareholder)

hereby represented by Ms. Danielle Kolbach, attorney-at-law, residing in Luxembourg, pursuant to resolution of the board of managers dated February 8, 2013, which resolutions, after having been signed ne varietur by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and by the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be submitted with such deed to the registration authorities,

for the extraordinary general meeting of shareholders (the Meeting) of XYLEM INTERNATIONAL S.à.r.l., a private limited company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of Luxembourg having its registered office at 9, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 144.132, with a share capital of EUR 12,500.- (the Company),

the Sole Shareholder acting in lieu of the Meeting.

The Sole Shareholder requests the undersigned notary to record that:

I. The Sole Shareholder is the current sole shareholder of the Company and holds all five hundred (500) ordinary shares having a par value of EUR 25.- (twenty-five Euro) per share representing the entire subscribed share capital of the Company amounting to twelve thousand and five hundred Euro (EUR 12,500).

II. The agenda of the Meeting is as follows:

a. Amendment of article 9 paragraphs 8 and 11 of the articles of association.

b. Ratification of previous resolutions taken by way of written resolutions.

III. The Meeting passes the following resolutions:

First resolution

The Meeting resolves to amend article 9 paragraphs 8 and 11 of the articles of association so as to read as follows:

Paragraph 8. "Meetings of the board of managers can be held by way of a telephone or video conference. Any and all managers may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to be identified, to hear each other and to be able to speak up in the course of such meeting. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting without that it is required that two managers attend in person to such meeting. All meetings held by way of telephone or video conference are deemed to be held at the registered office of the Company."

Paragraph 11. "The board of managers may in all instances take resolutions in writing. Resolutions signed by all managers shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter, telefax or telex."

Second resolution

The Meeting resolves to ratify and consider as duly and validly taken, any and all resolutions in writing taken in the past by the Company even if such resolutions have not been taken for urgent matters, provided that the resolutions have been signed by all the managers.

Costs and Expenses

The costs, expenses, remunerations or charges of any form whatsoever incumbent to the Company and charged to it by reason of the present deed are assessed at nine hundred and five Euro (EUR 905)..

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English followed by a German version at the request of the appearing person and in case of divergences between the two versions, the English version will prevail.

Whereas the present deed was drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing in Luxembourg, who is known to the notary, by his surname, first name, civil status and residence, has signed together with the notary the present original deed.

Folgt die deutsche Übersetzung verstehenden Textes:

Im Jahre zweitausendunddreizehn, am einundzwanzigsten Februar.

Vor dem unterzeichneten Notar Paul Decker, mit Amtssitz in Luxemburg (Großherzogtum Luxemburg).

Ist erschienen:

XYLEM GLOBAL S.à.r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) luxemburgischen Rechtes mit Gesellschaftssitz in 9, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Münsbach, eingetragen beim Luxemburger Gesellschafts- und Handelsregister unter der Nummer B 172.763 73, und mit einem Stammkapital von 18.656.080 EUR (der Alleinige Gesellschafter)

hier vertreten durch Frau Danielle Kolbach, Anwältin, wohnhaft in Luxemburg, auf Grund eines Beschlusses der Geschäftsführung vom 8. February 2013, welcher Beschluss, nach der Unterzeichnung ne varietur durch den Vollmachtnehmer und den unterzeichneten Notar dieser Urkunde als Anlage beigebogen bleibt um mit dieser Urkunde einregistriert zu werden.

Zu einer außerordentlichen Generalversammlung (die Versammlung) der Gesellschafter XYLEM INTERNATIONAL S.à.r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) luxemburgischen Rechtes mit Gesellschaftssitz 9, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Münsbach, eingetragen beim Luxemburger Gesellschafts- und Handelsregister unter Nummer B 144.132 und mit einem Stammkapital von 12.500 EUR (die Gesellschaft),

der Alleinige Gesellschafter handelt anstatt der Versammlung.

Der Alleinige Gesellschafter, vertreten wie vorerwähnt, ersucht den amtierenden Notar, Folgendes zu beurkunden:

I. Der Alleinige Gesellschafter hält alle fünfhundert (500) Anteile mit einem Nennwert von je EUR 25,- (fünfundzwanzig Euro) welche das gesamte Stammkapital von zwölftausendfünfhundert Euro (12.500 EUR) darstellen.

II. Die Tagesordnung der Generalversammlung ist folgende:

1. Abänderung des Artikels 9, Abs. 8 und 11 der Satzung.
2. Bestätigung von schriftlichen Beschlüssen.

III. Die Versammlung, fasst folgende Beschlüsse:

Erster Beschluss

Die Versammlung beschließt Absatz 8 und 11 des Artikels 9 der Satzung wie folgt abzuändern:

Absatz 8. "Versammlungen der Geschäftsführer können mittels Telefon - oder Videokonferenz abgehalten werden. Die Geschäftsführer können mittels Konferenzschaltung, Videoschaltung oder jeglicher Kommunikationsmittel, die es allen Teilnehmern erlaubt ausgewiesen zu werden, mitzuhören und mitzusprechen, an einer Geschäftsführerversammlung teilnehmen. Die Teilnahme an einer Versammlung mittels der vorgenannten Instrumente ist einer persönlichen Teilnahme gleichzustellen, ohne dass es nötig wäre dass zwei Geschäftsführer sich versammeln. Die Versammlungen welche mittels Telefon - oder Videokonferenz abgehalten werden sind einer Versammlung am Geschäftssitz gleichgestellt."

Absatz 11. „Die Geschäftsführer können immer schriftliche Beschlüsse fassen Beschlüsse welche von allen Geschäftsführern unterzeichnet sind haben die gleiche Rechtskraft wie Beschlüsse im Rahmen einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Versammlung. Solche Unterschriften können auf einem einzigen Dokument oder mehreren Kopien ein und desselben Beschlusses erscheinen und erhalten Beweiskraft mit Brief, Telefax oder Telex."

Zweiter Beschluss

Die Versammlung beschließt sämtliche schriftlichen Beschlüsse welche in der Vergangenheit gefasst wurden zu ratifizieren und als ordnungsgemäße und gültige Beschlüsse anzunehmen, einschließlich solcher Beschlüsse welche nicht in dringlichen Fällen genommen wurden, insofern dass alle Geschäftsführer die Beschlüsse unterzeichnet haben.

Kosten

Die Kosten, welche der Gesellschaft im Zusammenhang mit vorliegender Urkunde zu Lasten gehen, belaufen sich ungefähr auf neunhundertfünf Euros (905,- EUR).

Der unterzeichnende Notar, der die englische Sprache versteht und spricht, erklärt hiermit, dass die vorliegende Urkunde auf Verlangen der erschienenen Parteien in englischer Sprache, gefolgt von der deutschen Sprache, aufgesetzt wird, und dass auf Verlangen derselben erschienenen Parteien bei Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, die englische Fassung maßgebend ist.

Worüber Urkunde, aufgenommen wurde in Luxemburg, Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Generalversammlung, hat der Vertreter der erschienenen Parteien mit uns Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Signé: D. KOLDACH, P. DECKER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 27 février 2013. Relation: LAC/2013/8979. Reçu 75.- € (soixante-quinze Euros).

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR COPIE CONFORME, Délivrée au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg.

Luxembourg, le 07 mars 2013.

Référence de publication: 2013033280/112.

(130040019) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2013.

Energie 5 Holding S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 53.516.

NRG 7 S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 175.696.

L'an deux mille douze, le vingt et un décembre

Par devant Maître Anja HOLTZ, notaire de résidence à Esch-sur- Alzette,

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme de gestion de patrimoine familial «ENERGIE 5 HOLDING S.A.», ayant son siège social à L-1855 Luxembourg, 44 Avenue J.F. Kennedy, constituée suivant acte reçu par Maître Frank BADEN, alors notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), en date du 22 décembre 1995, acte publié au Mémorial C numéro 145 du 23 mars 1996,

et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois aux termes d'un acte reçu le 7 octobre 2011 par le Maître Anja HOLTZ, de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 130, du 17 janvier 2012,

Inscrite au registre du commerce et des sociétés Luxembourg sous le numéro B 53.516.

L'assemblée est ouverte à 11 heures et désigne comme président et scrutateur Madame Murielle FROMONT, employée privée, demeurant à Doncols, qui désigne comme secrétaire Mademoiselle Nabila BOULKAIBET, employée, demeurant à Audun-le-Tiche (F-).

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I. Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour:

Ordre du jour

1. Discussion et approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2011,
2. Discussion et approbation des rapports du Commissaire,
3. Octroi de la décharge, telle que requise par la loi, aux Administrateurs et au Commissaire pour les fonctions exercées par ceux-ci dans la société durant les exercices sociaux qui se sont terminés le 31 décembre 2011,
4. Décision de l'affectation du résultat réalisé au cours des exercices écoulés.
5. Augmentation du capital par incorporation d'une partie des résultats reportés au 31/12/2011 de 702.000 € sans création d'action nouvelle.
6. Constatation de l'exécution des obligations résultant de l'article 295 de la loi modifiée sur les sociétés commerciales.
7. Présentation du projet de scission partielle de la société de droit Luxembourgeois «Energie 5 Holding SA», Société anonyme de Gestion de Patrimoine Familial. La scission devant s'opérer par la constitution d'une nouvelle société anonyme de droit luxembourgeois à dénommer «NRG 7 SA SPF», Société anonyme de Gestion de Patrimoine Familial, avec siège social Avenue John F. Kennedy 44 L-1855 Luxembourg. La scission s'opérera par le transfert, sans dissolution de la société, d'une partie de son patrimoine à la nouvelle société, la société continuant à exister avec la partie de son patrimoine actif et passif. Le dit projet de scission daté du 24/09/2012, ayant été publié au mémorial, conformément aux articles 290 et 307 de la loi modifiée du 10/08/1915 sur les sociétés commerciales.
8. Présentation du rapport de l'expert indépendant établi conformément à l'article 294 de la loi sur les sociétés commerciales.
9. a) Approbation du projet de scission partielle de la société de droit Luxembourgeois «Energie 5 Holding SA» Société anonyme de Gestion de Patrimoine Familial et constitution d'une nouvelle société anonyme de droit luxembourgeois à dénommer «NRG 7 SA SPF» Société anonyme de Gestion de Patrimoine Familial, avec siège social Avenue John F. Kennedy 44 L-1855 Luxembourg,
b) Constitution et adoption des statuts de la société «NRG 7 SA SPF» Société anonyme de Gestion de Patrimoine Familial,
10. Approbation du transfert à la société bénéficiaire «NRG 7 SA SPF» Société anonyme de Gestion de Patrimoine Familial, des éléments du patrimoine faisant l'objet de la scission et attribution des actions de la société «NRG 7 SA SPF» Société anonyme de Gestion de Patrimoine Familial, aux actionnaires de la société scindée et cela conformément au projet de scission;
11. Nomination des administrateurs et du commissaire aux comptes de la société «NRG 7 SA SPF» Société anonyme de Gestion de Patrimoine Familial;
12. Constatation de la scission au sens de l'article 301 de loi modifiée sur les sociétés commerciales sans préjudice de l'article 302 de la loi sur l'effet de la scission vis-à-vis des tiers
13. Divers

II. Que la présente assemblée a été régulièrement convoquée dans le Mémorial, recueil C spécial des Sociétés et Associations, numéro 2804 du 20 novembre 2012 et numéro 2954 du 6 décembre 2012, ainsi que dans le quotidien «le journal» du 20 novembre 2012 et du 6 décembre 2012, et le quotidien «Luxemburger Wort» du 6 décembre 2012, ce dont il a été justifié au notaire instrumentant

III. Les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Ces listes de présence, après avoir été signées «ne varietur» par les actionnaires et les obligataires présents, les mandataires des actionnaires et des obligataires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, resteront annexées aux présentes, avec lesquelles elle sera enregistrée.

IV. Qu'une Assemblée Générale de carence a été actée par devant le notaire Anja HOLTZ à Esch-sur-Alzette, en date du 19 novembre 2012. En effet, au moins 50 % du capital social n'était pas présent ou représenté à ladite Assemblée du 19 novembre 2012 conformément au quorum de présence requis par la loi, une nouvelle assemblée générale extraordinaire a donc été convoquée conformément à l'article 67-1 (2) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales comme il est décrit au point II ci-dessus.

V. Que cette seconde assemblée délibère valablement quelle que soit la portion du capital représentée, que la présente assemblée est par conséquent constituée régulièrement et peut valablement délibérer, telle qu'elle est constituée, sur les points de l'ordre du jour.

Par ailleurs, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissent dûment convoqués et déclarent par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour par les publications des convocations telles que décrites au point II ci-dessus.

Ces faits étant reconnus exacts par l'assemblée, le Président expose les raisons qui ont amené le conseil d'administration à proposer les points figurant à l'ordre du jour.

L'assemblée générale des actionnaires et l'assemblée générale des obligataires, après avoir délibéré, prennent à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée des actionnaires approuve les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2011.

Deuxième résolution

L'assemblée des actionnaires approuve les rapports du commissaire et lui octroi décharge pour sa fonction durant l'exercice social clôturé au 31 décembre 2011.

Troisième résolution

L'assemblée des actionnaires approuve le rapport de gestion du conseil d'administration et décharge les administrateurs, comme le requiert la loi, pour leur fonction durant l'exercice social clôturé au 31 décembre 2011.

Quatrième résolution

L'assemblée décide d'affecter les résultats réalisés au cours de l'exercice écoulé comme suit:

Report du bénéfice de 43.799,23 € de telle sorte que le bénéfice reporté s'élèvera à 4.682.527,25 €.

Cinquième résolution

L'assemblée générale décide d'augmenter le capital social de la société d'un montant de SEPT CENT DEUX MILLE EUROS (702.000,-€) pour le porter de son montant actuel de sept cent deux mille euros (702.000,-€) à celui de un million quatre cent quatre mille euros (1.404.000,-€), par incorporation d'une partie des résultats reportés au 31 décembre 2011.

Sixième résolution

L'assemblée constate que les obligations de l'article 295 de la loi modifiée sur les sociétés commerciales ont bien été exécutées.

Septième résolution

L'assemblée générale présente le projet de scission partielle de la société, laquelle scission devant s'opérer par la constitution d'une nouvelle société anonyme de droit luxembourgeois à dénommer «NRG 7 S.A. SPF» Société anonyme de Gestion de Patrimoine Familial, avec siège social à 44 Avenue John F. Kennedy L-1855 Luxembourg. La scission s'opérera par le transfert, sans dissolution de la société, d'une partie de son patrimoine à la nouvelle société, la société continuant à exister avec la partie de son patrimoine actif et passif, conformément aux principes et modalités de répartition prévus dans le projet de scission daté du 24 septembre 2012, publié au mémorial, conformément aux articles 290 et 307 de la loi modifiée du 10/08/1915 sur les sociétés commerciales. La scission sera réalisée par un apport, (y compris la prime d'émission) à la nouvelle société «NRG 7 S.A.» Société anonyme de Gestion de Patrimoine Familial, de deux millions sept cent quarante-quatre mille neuf cent soixante-dix-huit euros quarante-neuf cents (EUR 2.744.978,49) ce dont il a été justifié au Notaire Instrumentant suite au rapport établi par la société Fiduciaire Internationale SA, Réviseur d'Entreprises agréé, dont le siège social est établi à Luxembourg, route d'Esch 7 dont un exemplaire restera ci-annexé, il été conclu ce qui suit:

«Sur base de nos diligences, aucun fait n'a été porté à notre attention qui nous laisse à penser que:

- le rapport d'échange retenu dans le projet de scission ne présente pas un caractère raisonnable et pertinent;
- les méthodes d'évaluation adoptées pour la détermination du rapport d'échange ne sont pas adéquates en l'espèce et que leur importance relative n'est pas appropriée aux circonstances.

Par ailleurs, nous avons pris connaissance des informations supplémentaires incluses dans le projet de scission afin d'identifier, le cas échéant, les incohérences significatives avec les informations portant sur le rapport d'échange et les méthodes d'évaluation adoptées pour la détermination du rapport d'échange avec pour objectif de signaler les informations manifestement erronées que nous aurions relevées sur la base de notre connaissance générale de la société scindée acquise lors de l'exécution de notre mission. Dans le cadre de nos diligences, nous n'avons pas de commentaires à formuler sur les autres informations contenues dans le projet de scission.»

Huitième résolution

L'assemblée générale a pris connaissance du rapport d'expertise indépendant, établi, dans le cadre de la scission de la société, conformément à l'article 294 de la loi modifiée sur les sociétés commerciales.

Neuvième résolution

L'assemblée générale approuve le projet de scission partielle de la société de droit luxembourgeois «ENERGIE 5 Holding S.A.» avec la constitution d'une nouvelle société anonyme de droit luxembourgeois à dénommer «NRG 7 SA SPF» Société anonyme de Gestion de Patrimoine Familial, qui aura son siège social Avenue John F. Kennedy 44 L1855 Luxembourg

L'assemblée décide, en outre, de réaliser la scission de la Société par la constitution d'une Nouvelle Société.

L'assemblée décide d'approuver l'attribution des avoirs et passifs de la Société à la Nouvelle Société et la répartition et conditions d'émission des nouvelles actions, conformément au projet de scission tel que publié au Mémorial C, numéro 2574 du 24 septembre 2012.

D'un point de vue comptable, la scission prendra effet rétroactivement au 1^{er} Août 2012.

Les parts de chacune des Sociétés anciennes et nouvelles donneront droit de participer à toute distribution de bénéfices de la Nouvelle Société concernée à partir de sa date de constitution.

Conformément à l'article 307, (5) de la loi modifiée du 10 août 1915, les actions seront attribuées aux associés de la société à créer dans les mêmes proportions que les actions détenues par les mêmes associés dans leurs qualités d'actionnaires de la société scindée.

Suite aux résolutions ci-dessus, l'assemblée a décidé de demander au notaire de constituer la Nouvelle Société dont les statuts sont les suivants:

STATUTS

Art. 1^{er}. Il existe une société anonyme sous la dénomination de «NRG 7 S.A. SPF».

Art. 2. Le siège de la société est établi dans la ville de Luxembourg.

Il pourra être transféré dans tout autre lieu de la ville de Luxembourg par simple décision du conseil d'administration. Au cas où des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Une telle décision n'aura, cependant, aucun effet sur la nationalité de la société. La déclaration de transfert de siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données.

Art. 3. La société a une durée illimitée.

Art. 4. La société a pour objet l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation d'instruments financiers au sens le plus large et notamment:

a) toutes les valeurs mobilières et autres titres, y compris notamment les actions et les autres titres assimilables à des actions, les parts de sociétés et d'organismes de placement collectif, les obligations et les autres titres de créance, les certificats de dépôt, bons de caisse et les effets de commerce;

b) les titres conférant le droit d'acquérir des actions, obligations ou autres titres par voie de souscription, d'achat ou d'échange;

c) les instruments financiers à terme et les titres donnant lieu à un règlement en espèces (à l'exclusion des instruments de paiement), y compris les instruments du marché monétaire;

d) tous autres titres représentatifs de droits de propriété, de créances ou de valeurs mobilières;

e) tous les instruments relatifs à des sous-jacents financiers, à des indices, à des matières premières, à des matières précieuses, à des denrées, métaux ou marchandises, à d'autres biens ou risques;

f) les créances relatives aux différents éléments énumérés sub a) à e) ou les droits sur ou relatifs à ces différents éléments,

que ces instruments financiers soient matérialisés ou dématérialisés, transmissibles par inscription en compte ou tradition, au porteur ou nominatifs, endossables ou non-endossables et quel que soit le droit qui leur est applicable.

La société a en outre pour objet la prise de participation sous quelque forme que ce soit dans d'autres entreprises luxembourgeoises ou étrangères à condition de ne pas s'immiscer dans la gestion de ces sociétés.

Elle peut aussi accorder sans rémunération des prêts, avances et garanties aux sociétés dans lesquelles elle a une participation directe.

La société doit exercer son activité dans les limites tracées par la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial («SPF»),

Capital, Actions

Art. 5. Le capital social est fixé à sept cent deux mille Euros (EUR 702.000,-) représenté par treize mille cinq cents (13.500) actions sans valeur nominale, assorties d'une prime d'émission d'un montant de deux millions quarante deux mille neuf cent soixante-dix-huit euros et quarante neuf cent (EUR 2.042.978,49)

Les actions ont été intégralement libérées en nature par les actionnaires par apport en nature d'une partie du patrimoine de la société «ENERGIE 5 HOLDING S.A.» à l'occasion de la scission de cette société et dont il est fait rapport par un Reviseur d'Entreprises agréé conformément à l'article 26-1 (2) de la loi modifiée sur les sociétés commerciales.

Les actions de la société pourront être créées au choix du propriétaire en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

Les titres peuvent aussi être nominatifs ou au porteur au gré de l'actionnaire.

La société pourra procéder au rachat de ses propres actions, sous les conditions prévues par la loi.

Le capital souscrit pourra être augmenté ou réduit dans les conditions légales requises.

La société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par action.

Dans le cas où une ou plusieurs actions sont détenues conjointement ou lorsque la propriété d'une ou de plusieurs actions font l'objet d'un contentieux, l'ensemble des personnes revendiquant un droit sur ces actions doit désigner un mandataire afin de représenter cette ou ces actions à l'égard de la société.

L'absence de la désignation d'un tel mandataire implique la suspension de tous les droits attachés à cette ou ces actions.

La société réservera ses actions, soit à des personnes physiques agissant dans le cadre de la gestion de leur patrimoine privé, soit à des entités patrimoniales agissant exclusivement dans l'intérêt du patrimoine privé d'une ou de plusieurs personnes physiques, soit à des intermédiaires agissant pour le compte des investisseurs précités.

Administration

Art. 6. La société sera administrée par un conseil d'administration comprenant au moins trois membres, lesquels ne seront pas nécessairement actionnaires de la société. Les administrateurs seront élus par les actionnaires à l'assemblée générale qui déterminera leur nombre, leur rémunération et le terme de leur mandat. Le terme du mandat d'un administrateur ne peut excéder six ans, et les administrateurs conservent leur mandat jusqu'à l'élection de leurs successeurs. Les administrateurs peuvent être réélus à leur fonction pour différents mandats consécutifs.

Lorsqu'à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un associé unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un associé.

Dans ce cas, l'administrateur unique exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

Les administrateurs seront élus à la majorité simple des votes des actions présentes ou représentées. Tout administrateur peut être révoqué avec ou sans motif à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur pour cause de décès, de démission ou toute autre cause, cette vacance pourra être complétée sur une base temporaire jusqu'à la réunion de la prochaine assemblée générale des actionnaires, conformément aux dispositions légales applicables.

Art. 7. Le conseil d'administration choisira parmi ses membres un président. En cas d'empêchement, il est remplacé par l'administrateur le plus âgé.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président ou en cas d'empêchement de celui-ci, de l'administrateur le plus âgé, aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige. Il doit être convoqué chaque fois que deux administrateurs le demandent.

Tout administrateur pourra se faire représenter aux conseils d'administration en désignant par écrit soit en original, soit par télécopie ou télégramme un autre administrateur comme son mandataire. Un administrateur peut représenter un ou plusieurs de ses collègues.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer et/ou agir valablement que si la majorité au moins des administrateurs est présente ou représentée à une réunion du conseil d'administration.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés. Au cas où lors d'une réunion, il existerait une parité des votes pour et contre une résolution, la voix du président de la réunion sera prépondérante.

Les décisions du conseil d'administration peuvent aussi être prises par lettre circulaire, les signatures des différents administrateurs pouvant être apposées sur plusieurs exemplaires de la décision écrite du conseil d'administration. Tout administrateur pourra en outre participer à une réunion du conseil d'administration par conférence téléphonique, par vidéoconférence ou par d'autres moyens de communication similaires où toutes les personnes prenant part à cette réunion peuvent s'entendre les unes les autres. La participation à une réunion tenue dans ces conditions est équivalente à la présence physique à cette réunion.

Art. 8. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social.

Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi et les statuts à l'assemblée générale. De plus, il est autorisé à verser des acomptes sur dividendes, aux conditions prévues par la loi.

Art. 9. La société sera engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux administrateurs, ou dans le cas où il y aurait un seul administrateur par sa seule signature, sans préjudice des décisions à prendre quant à la signature sociale en cas de délégation de pouvoirs et mandats conférés par le conseil d'administration en vertu des dispositions de l'article 10 des statuts.

Art. 10. Le conseil d'administration pourra déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, actionnaires ou non, agissant seuls ou conjointement.

Le conseil d'administration pourra aussi confier la direction d'une partie ou branche spéciale des affaires sociales à un ou plusieurs directeurs, et donner des pouvoirs spéciaux pour des affaires déterminées à un ou plusieurs fondés de pouvoirs, choisis dans ou hors son sein, actionnaires ou non.

Art. 11. Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies au nom de la société par le conseil d'administration, poursuites et diligences de son président ou d'un administrateur délégué à ces fins.

Surveillance

Art. 12. La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires nommés par l'assemblée générale, qui fixe leur nombre et leur rémunération, ainsi que la durée de leur mandat, qui ne peut excéder six ans.

Assemblée générale

Art. 13. L'assemblée générale des actionnaires de la société représente tous les actionnaires de la société. Elle dispose des pouvoirs les plus larges pour décider, mettre en œuvre ou ratifier les actes en relation avec les opérations de la société, à moins que les statuts n'en disposent autrement.

L'assemblée générale annuelle se réunit dans la ville de Luxembourg à l'endroit indiqué dans les convocations, le dernier vendredi du mois de mai à 10.00 heures. Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale a lieu le premier jour ouvrable suivant. Les autres assemblées générales des actionnaires pourront se tenir au lieu et heure spécifiés dans les avis de convocation.

Chaque action donne droit à une voix. Chaque actionnaire pourra prendre part aux assemblées générales des actionnaires en désignant par écrit, par télécopie, e-mail, ou tout autre moyen de communication similaire une autre personne comme mandataire.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés à une assemblée d'actionnaires, et s'ils déclarent avoir connaissance de l'ordre du jour, l'assemblée peut être tenue sans convocation ou publication préalable.

Lorsque la société n'a qu'un actionnaire unique, celui-ci est qualifié par la loi d'«associé» et exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des actionnaires.

Année sociale, Répartition des bénéfices

Art. 14. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 15. L'excédent favorable du bilan, défalcation faite des charges sociales et des amortissements, forme le bénéfice net de la société. Sur ce bénéfice, il est prélevé cinq pour cent (5,00 %) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint le dixième du capital social, mais devrait toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve avait été entamé.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Dissolution, Liquidation

Art. 16. La société pourra être dissoute par décision de l'assemblée générale. Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale, qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Dispositions générales

Art. 17. Pour tous les points non spécifiés dans les présents statuts, les parties se réfèrent et se soumettent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et de ses lois modificatives ainsi qu'à celles de la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial («SPF»).

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant la comparante, ès-qualités qu'elle agit, s'est constituée en assemblée générale extraordinaire à laquelle elle se reconnaît dûment convoquée et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, a, à l'unanimité des voix, pris les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à 4. Sont appelés à exercer le mandat d'administrateur:

- a) Madame Bénédicte REIS, demeurant professionnellement à L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy
- b) Monsieur Arnaud SCHREIBER, demeurant professionnellement à L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy
- c) Monsieur Benoît LEJEUNE, demeurant professionnellement à L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy
- d) Monsieur Moyse DARGAA, demeurant professionnellement à L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy

2. Est appelée à exercer le mandat de commissaire aux comptes la société anonyme de droit luxembourgeois FIDUCIAIRE INTERNATIONALE SA, dont le siège social est à L-1470 Luxembourg, 7, Route d'Esch, inscrite au registre de commerce sous le numéro B34.813.

3. Le mandat des administrateurs et du commissaire aux comptes prendra fin lors de l'assemblée générale de l'an 2018.

4. Le siège social de la société NRG 7 SA SPF à L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

Réunion du conseil d'administration

Et à l'instant se sont réunis les membres du conseil d'administration.

Lesquels membres représentés par Madame Murielle FROMONT, prénommée, ont pris à l'unanimité la résolution suivante:

De l'accord de l'assemblée générale des actionnaires, Monsieur Arnaud SCHREIBER, prénommé, est désigné président du conseil d'administration, lequel par le biais de son mandataire accepte.

Dixième résolution

L'assemblée générale transfère à la société bénéficiaire «NRG 7 SA SPF» Société anonyme de Gestion de Patrimoine Familial, les éléments du patrimoine faisant l'objet de la scission et attribue les actions de la société «NRG 7 SA SPF» Société anonyme de Gestion de Patrimoine Familial, aux actionnaires de la société scindée et cela conformément au projet de scission.

Onzième résolution

Ce point a été réglé dans la neuvième résolution

Douzième résolution

L'assemblée générale constate la réalisation de la scission conformément à l'article 301 de la loi modifiée sur les sociétés commerciales sans préjudice de l'article 302 de la loi de ladite loi vis-à-vis des tiers.

Constatations

Le notaire soussigné constate, conformément aux dispositions de l'article 300 de la Loi modifiée de 1915, l'existence et la légalité des actes et des formalités de la scission exécutée par la Société, les deux Nouvelles.

Le Président clôture la séance à 11 heures 40.

Frais

Le montant des dépens, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison du présent acte s'élèvent approximativement à 2.500,- €.

Dont acte, fait et passé à Esch-sur-Alzette, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants connus du notaire instrumentant par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé avec le notaire.

Signé: HOLTZ; BOULKAIBET; FROMONT.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 24 décembre 2012. Relation EAC/2012/17467. Reçu soixante-quinze euros 75,00€

Le Releveur (signé): SANTIONI.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés.

Esch-sur-Alzette, le 23 janvier 2013.

Anja HOLTZ.

Référence de publication: 2013033331/323.

(130040205) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2013.

Ciras C.V., Luxembourg branch, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 149.010.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2010 de Sealed Air LLC, en qualité de société mère, de sa succursale Ciras C.V., Luxembourg Branch, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 mars 2013.

Référence de publication: 2013040766/11.

(130049654) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mars 2013.

**Eneris Renewables S.A., Société Anonyme,
(anc. Energeco Construzioni Solari SA).**

Siège social: L-5753 Frisange, 43, Parc Lésigny.

R.C.S. Luxembourg B 130.340.

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-six day of February.

Before Maître Roger ARRENSDORFF, notary residing at Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

Was held an extraordinary general meeting of the shareholders of "Energeco Construzioni Solari SA", with registered office at L-5753 Frisange, 43, Parc Lésigny, incorporated by deed established by notary Joseph Elvinger, residing in Lu-

xembourg on the 6 July 2007, published in the Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, page 1983 of the 14 September 2007, registered under Trade register number B 130.340,

The meeting is presided by Roland CIMOLINO, Chartered accountant, residing professionally at L-1331 Luxembourg, 59, boulevard Grande-Duchesse Charlotte,

The chairman appoints as secretary, Patricia HENRY, accountant, residing professionally at L-1331 Luxembourg, 59, boulevard Grande-Duchesse Charlotte,

The meeting elects as scrutineer Roland CIMOLINO, Chartered accountant, residing professionally at L-1331 Luxembourg, 59, boulevard Grande-Duchesse Charlotte,

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

I) That the agenda of the extraordinary general meeting is the following:

1. Change the name of the company;
2. Modification of article 1 second paragraphe of the company's Act;
3. Change the purpose of the company and modification of article 3 of the company's Act;
4. Resignation of an administrator;
5. Nomination of a new administrator.

II) The shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares held by each of them are shown on an attendance list which, signed by the shareholders or their proxies and by the bureau of the meeting, will remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities. The proxies of the represented shareholders, signed *ne varietur* by the appearing parties and the undersigned notary, will also remain annexed to the present deed.

III) It appears from the said attendance list that all the shares representing the total capital are present or represented at the meeting, which consequently is regularly constituted and may validly deliberate on all the items on the agenda of which the shareholders have been duly informed before the meeting. All the shareholders, present or represented, declare that they waive any and all procedures of convening.

After deliberation, the extraordinary general meeting adopts each time unanimously the following resolutions:

First resolution

The Assembly decide to change the name of the company «Energieco Construzioni Solari S.A.» into «Eneris Renewables S.A.»

Second resolution

As a consequence of the foregoing statements and resolutions, the Assembly decided to amend the Article one second paragraph, to read as follows:

" **Art. 1. Second Paragraph.** The Corporation exists under the name of «Eneris Renewables S.A.»

Third resolution

The Assembly decided to amend the Article one second paragraph, to read as follows:

" **Art. 3.** The purpose of the Company is to invest, in whatsoever form, in development (including technological development, protection, commercialisation, consulting, servicing and real estate activities in connection to renewable energies and utilities.

In relation to the above or more generally, the Company may invest, or anyhow participate in any other commercial, industrial, financial Luxembourg or foreign companies or enterprises, and act to the best management of these interests.

The Company can perform all commercial, technical and financial operations, directly or indirectly connected to its object, in order to facilitate the accomplishment."

Fourth resolution

The Assembly accepted the resignation of an administrator EnergyMixx Europe S.A. with discharge.

Fifth resolution

The Assembly decide to appoint the company ENERGY RESEARCH AND INVESTMENT S.A. shortened ENERIS SA, with registered office at L-5753 Frisange, 43, Parc Lésigny, which designates as his permanent representant M. Artur Dela, as administrator.

The terms of his office will expire after the annual meeting which will approve the financial statements of the year 2016.

Nothing else being on the agenda, that meeting is closed.

The undersigned notary, who understands and speaks english, states herewith that at the request of the appearing parties the present deed is worded in english, followed by a french version; at the request of the same appearing parties, in case of divergences between the english and the french texts, the english version will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in

The document having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary, by their surnames, christian names, civil status and residences, the said persons appearing signed together with the notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le vingt-six février.

Par devant Maître Roger ARRENSDORFF, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de "Energieco Construzioni Solari SA", établie et ayant son siège à L-5753 Frisange, 43, Parc Lésigny, constituée suivant acte du notaire Joseph Elvinger de Luxembourg en date du 6 juillet 2007, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, Numéro 1983 du 14 septembre 2007, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 130.340,

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Roland CIMOLINO, expert comptable, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 59, boulevard Grande-Duchesse Charlotte,

qui désigne comme secrétaire Patricia HENRY, comptable, L-1331 Luxembourg, 59, boulevard Grande-Duchesse Charlotte,

L'assemblée choisit comme scrutateur Roland CIMOLINO, expert comptable, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 59, boulevard Grande-Duchesse Charlotte,

Le bureau ayant ainsi été constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

1. Changement de la dénomination sociale de la Société;
2. Modification afférente de l'article 1 deuxième alinéa des statuts de la Société;
3. Changement de l'objet social et modification subséquente de l'article 3 des statuts de la société.
4. Démission d'un administrateur;
5. Nomination d'un nouvel administrateur.

II) Il a été établi une liste de présence, renseignant les actionnaires présents et représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, laquelle, après avoir été signée ne varietur par les actionnaires ou leurs mandataires et par les membres du bureau sera annexée au présent acte pour être soumis à la formalité de l'enregistrement.

Les pouvoirs des actionnaires représentés, signés ne varietur par les comparants et par le notaire instrumentant, resteront également annexés au présent acte.

III) Il résulte de ladite liste de présence que toutes les actions représentant l'intégralité du capital social sont présentes ou représentées à cette assemblée, laquelle est dès lors régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur son ordre du jour. Tous les actionnaires présents ou représentés déclarent avoir renoncé à toutes les formalités de convocation.

Après délibération, l'assemblée prend, chaque fois à l'unanimité, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée décide de changer la dénomination sociale de la Société de «Energieco Construzioni Solari S.A.» en «Eneris Renewables S.A.»

Deuxième résolution

Suite à la résolution qui précède, l'assemblée choisit de modifier en conséquence l'article 1 deuxième alinéa des statuts de la Société pour lui donner la nouvelle teneur suivante:

" **Art. 1^{er}. Deuxième alinéa.** La société prend la dénomination de «Eneris Renewables S.A.»"

Troisième résolution

L'article 3 des statuts de la Société est modifié et aura dorénavant la teneur suivante:

" **Art. 3.** La société a pour objet l'investissement, sous quelque forme que ce soit, dans le développement (incluant le développement technologique), la protection, la commercialisation, la consultation, le service et les activités immobilières se rattachant aux énergies renouvelables.

En relation avec les domaines mentionnés ci-dessus ou plus généralement, la société peut investir ou participer d'une manière quelconque à toutes autres sociétés commerciales, industrielles, financières, ou entreprises, luxembourgeoises ou étrangères, et agir pour la bonne gestion de ces intérêts.

La société peut réaliser toutes opérations commerciales, techniques ou financières en relation directe ou indirecte avec son objet, de manière à en faciliter l'accomplissement."

Quatrième résolution

L'Assemblée accepte la démission de EnergyMixx Europe S.A. aux fonctions d'administrateur avec décharge.

Cinquième résolution

L'Assemblée décide de nommer aux fonctions d'administrateur la société ENERGY RESEARCH AND INVESTMENT S.A. en abrégé ENERIS SA, établie et ayant son siège social à L-5753 Frisange, 43, Parc Lésigny qui désigne M. Artur Dela comme représentant permanent.

Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice 2016.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare que sur demande des comparants, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction française. Il est spécifié qu'en cas de divergences entre la version française et la version anglaise, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par nom, prénoms usuels, état et demeure, ils ont tous signé le présent acte avec le notaire.

Signé: CIMOLINO, HENRY, ARRENSDORFF.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 01 mars 2013 Relation: LAC/2013/9592. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Luxembourg, le 14 mars 2013.

Référence de publication: 2013035116/136.

(130043559) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2013.

TS Holdings (Paris) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.108.200,00.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 111.835.

EXTRAIT

I/ Il résulte des résolutions prises par l'associé unique en date du 28 février 2013 que les personnes suivantes ont démissionné, avec effet immédiat, de leur fonction de gérant de catégorie A et de gérant de catégorie B de la Société:

Gérants de catégorie A:

- Monsieur Florian Reiff, né le 27 octobre 1970 à Stuttgart, Allemagne, ayant son adresse professionnelle à Taunustor 2 (Japan-Center), Frankfurt am Main, D-60311, Allemagne,
- Monsieur Paul Anthony Galiano, né le 9 mars 1965 à New-York, Etats-Unis d'Amérique, ayant son adresse professionnelle au 210, Navajo Court, Morganville, NJ 07751, Etats-Unis d'Amérique,
- Monsieur Jerry I. Speyer, né le 23 juin 1940 dans le Wisconsin, Etats-Unis d'Amérique, ayant son adresse professionnelle au 45, Rockefeller Plaza, NY 10111, Etats-Unis d'Amérique,
- Monsieur Robert J. Speyer, né le 11 octobre 1969 à New-York, Etats-Unis d'Amérique, ayant son adresse professionnelle au 45, Rockefeller Plaza, NY 10111, Etats-Unis d'Amérique,
- Monsieur Michael Philip Maurice Spies, né le 4 septembre 1957 à Boston, Massachusetts, Etats-Unis d'Amérique, ayant son adresse professionnelle au 61 Aldwych, WC2B 4AE, Londres, Royaume-Uni.

Gérants de catégorie B:

- Madame Joséphine Andonissamy, née le 27 février 1973 à Pondichery, Inde, ayant son adresse professionnelle au 34-38, Avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,
- Monsieur Pascal Brayeur, né le 10 décembre 1979 à Liège, Belgique, ayant son adresse professionnelle au 34-38, Avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,
- Monsieur Gysbert Van Reenen Muller, né le 28 juillet 1981 à Vredendal, Afrique du Sud, ayant son adresse professionnelle au 34-38, Avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg,
- Monsieur Olivier Billard, né le 20 novembre 1972 à Saint-Pierre, France, ayant son adresse professionnelle au 34-38, Avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

II/ Il résulte également desdites résolutions que les personnes suivantes ont été nommées, avec effet immédiat, et pour une durée indéterminée, en qualité de gérant de catégorie A et de gérant de catégorie B de la Société:

Gérants de catégorie A:

- Madame Joséphine Andonissamy, prénommée,
- Monsieur Pascal Brayeur, prénommé,

- Monsieur Gysbert Van Reenen Muller, prénommé,
- Monsieur Olivier Billard, prénommé.

Gérants de catégorie B:

- Monsieur Florian Reiff, prénommé,
- Monsieur Michael Philip Maurice Spies, prénommé,
- Monsieur Michael B. Benner, né le 11 mai 1955 dans le Maryland, Etats-Unis d'Amérique, ayant son adresse professionnelle au 45, Rockefeller Plaza, NY 10111 New-York, Etats-Unis d'Amérique.

Depuis lors, le conseil de gérance de la Société se compose comme suit:

Gérants de catégorie A:

- Madame Joséphine Andonissamy, prénommée,
- Monsieur Pascal Brayeur, prénommé,
- Monsieur Gysbert Van Reenen Muller, prénommé,
- Monsieur Olivier Billard, prénommé.

Gérants de catégorie B:

- Monsieur Florian Reiff, prénommé,
- Monsieur Michael Philip Maurice Spies, prénommé,
- Monsieur Michael B. Benner, prénommé

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 13 mars 2013.

Pour extrait conforme

ATOZ SA

Aerogolf Center - Bloc B

1, Heienhaff

L-1736 Sennigerberg

Signature

Référence de publication: 2013034896/61.

(130042779) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mars 2013.

TUI Travel Card Processing S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 44, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 176.146.

Il convient de modifier la catégorie des gérants de la Société en date du 06 mars 2013 comme suit:

Monsieur Gianluca NINNO et Monsieur Jean-Bastien PASQUINI en tant que gérants de catégorie A; et Monsieur Michael BOWERS et Monsieur Simon RUSHFORTH en tant que gérants de catégorie B.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 mars 2013.

Référence de publication: 2013040793/12.

(130050122) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mars 2013.

Melano Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 69.220.

DISSOLUTION

In the year two thousand and thirteen, on the seventh of March.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

Stichting Charon, with registered office at Luna Arena, Herikerbergweg 238, NL-1101 CM Amsterdam Zuidoost, The Netherlands,

hereby represented by Mrs Corinne PETIT, employee, residing professionally at 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, by virtue of a proxy given in Amsterdam (The Netherlands) on March 5th, 2013.

The prenamed proxy, signed "ne varietur" by the appearing person and the undersigned notary, shall remain annexed to this document to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, in the capacity in which she acts, has requested the notary to enact the following declarations and statements:

- That the limited liability company (société anonyme) "MELANO INVESTMENTS S.A.", registered in the Luxembourg Register of Commerce under the section B and the number 69.220, established and with registered office at 2-8, Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, has been incorporated by a deed of Maître Gérard LECUIT, notary residing in Luxembourg, dated March 22nd, 1999, which deed has been published in the Luxembourg official gazette "Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations", n° 460, dated June 17th, 1999.

- That the share capital of the Company is set at thirty-one thousand EURO (EUR 31,000), represented by three hundred and ten (310) shares with a par value of one hundred euro (EUR 100) each.

- That the sole shareholder owns the totality of shares of the Company.

- That the Company's activities have ceased; that the sole shareholder decides in general meeting to proceed to the anticipatory and immediate dissolution of the Company.

- That the here represented sole shareholder appoints Mr. Cornelius Antonius van den Hoek as liquidator of the Company and said liquidator, in this capacity declares that all the liabilities of the Company have been paid and that the liabilities in relation of the close down of the liquidation have been duly provisioned; furthermore declares the liquidator that with respect to eventual liabilities of the Company presently unknown that remain unpaid, he irrevocably undertakes to pay all such eventual liabilities; that as a consequence of the above all the liabilities of the company are paid. The liquidation report will remain attached to the present deed.

- That the remaining net assets have been paid to the sole shareholder.

- The declarations of the liquidator have been certificated, pursuant to a report that remains attached as appendix, established by C.A.S. Services S.A., a company governed by the laws of Luxembourg, having its registered office at 20, Carre Bonn, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 68.168, appointed as "commissaire-to-the-liquidation" by the sole shareholder.

- That the liquidation of the Company is done and finalised.

- That full discharge is granted to the directors of the Company for the execution of their mandates.

- That full discharge is also granted to the "commissaire-to-the-liquidation", C.A.S. Services S.A., prenamed.

- That all books and documents of the Company shall be kept for the legal duration of five (5) years at the former registered address of the Company being 2-8, Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks German, states herewith that on request of the above appearing entity, the present deed is worded in English followed by a German translation; on the request of the same appearing entity and in case of divergences between the English and the German text, the English text will be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, who is known to the notary, by her surname, name, civil status and residence, the said person appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

Folgt die deutsche Übersetzung:

Im Jahre zweitausendunddreizehn, am siebten März.

Vor dem unterschriebenen Notar Martine SCHAEFFER, mit Amtssitz in Luxemburg.

Ist erschienen:

Stichting Charon, mit Sitz in Luna Arena, Herikerbergweg 238, NL-1101 CM Amsterdam Zuidoost, Niederlande, hier vertreten durch Frau Corinne PETIT, Privatbeamte, mit beruflicher Anschrift in 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxemburg, auf Grund einer Vollmacht ausgestellt in Amsterdam (Niederlande) am 5. März 2013.

Welche Vollmacht nach Zeichnung „ne varietur“ gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigegeben bleibt um mit derselben der Einregistrierung unterworfen zu werden.

Die Erschienene, in ihrer erwähnten Eigenschaft, hat den unterzeichneten Notar ersucht nachstehende Erklärungen zu beurkunden:

- Dass die Aktiengesellschaft (société anonyme) "MELANO INVESTMENTS S.A.", eingetragen im Handelsregister von Luxemburg unter der Nummer B 69.220, mit Sitz in 2-8, Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, gegründet wurde gemäß Urkunde aufgenommen durch Maître Gérard LECUIT, Notar mit Amtssitz in Luxemburg am 22. März 1999 und veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 460 vom 17. Juni 1999.

- Dass das Kapital der Gesellschaft einunddreißigtausend Euro (31.000.- EUR), eingeteilt in dreihundertzehn (310) Aktien von je einhundert Euro (100.- EUR) beträgt.

- Dass der alleinige Aktionär Inhaber sämtlicher Aktien der vorgenannten Gesellschaft ist.

- Dass die Gesellschaft keine betrieblichen Aktivitäten mehr hat; dass der alleinige Aktionär in der Generalversammlung beschließt die Gesellschaft antizipiert und mit sofortiger Wirkung aufzulösen.

- Dass der hier vertretene alleinige Aktionär, Herrn Cornelis Antonius van den Hoek als Liquidator der Gesellschaft ernannt und dass dieser in seiner Eigenschaft erklärt, dass sämtliche Verbindlichkeiten der Gesellschaft beglichen wurden

und dass die Verbindlichkeiten in Bezug auf die Auflösung der Gesellschaft ebenfalls beglichen wurden; des Weiteren erklärt der Liquidator, dass er für alle zum jetzigen Zeitpunkt eventuell unbekannt offenen Verbindlichkeiten aufkommt; demzufolge wurden alle Verbindlichkeiten der Gesellschaft beglichen. Der Bericht des Liquidators bleibt gegenwärtiger Urkunde beigegeben.

- Dass die restlichen Vermögenswerte an den alleinigen Aktionär ausbezahlt wurden.
- Die vorstehenden Erklärungen des Liquidators wurden direkt von dem Liquidationsprüfer C.A.S. Services S.A., mit Gesellschaftssitz in 20, Carre Bonn, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg und eingetragen im Handelsregister von Luxemburg unter der Nummer B 68.168, welcher von dem alleinigen Aktionär ernannt wurde, überprüft, gemäß Bericht welcher gegenwärtiger Urkunde beigegeben bleibt.
- Dass die Liquidation der Gesellschaft abgeschlossen ist.
- Dass den Verwaltungsratsmitgliedern und dem Kommissar der Gesellschaft volle Entlastung für ihre Amtsdauer erteilt wird.
- Dass dem Liquidationsprüfer C.A.S. Services S.A., vorbenannt, ebenfalls volle Entlastung erteilt wird.
- Dass die Bücher und Dokumente der Gesellschaft für einen Zeitraum von fünf (5) Jahren am ehemaligen Sitz der Gesellschaft in 2-8, Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, aufbewahrt werden.

Der Unterzeichnete Notar, der die englische Sprache versteht und auch schreibt, fügt hiermit an, dass die erschienenen Personen eine deutsche Fassung der Englischen haben folgen lassen möchten.

Bei etwaigen Nichtübereinstimmungen der in die deutsche Sprache übersetzten Satzungen hat die englische Fassung Vorrang.

Worüber Urkunde, aufgenommen und geschlossen in Luxemburg, Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an die Komparenten, alle dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben dieselben mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Signé: C. Petit et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 8 mars 2013. LAC/2013/11005. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signée): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 mars 2013.

Référence de publication: 2013034750/101.

(130042699) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mars 2013.

Pharma Goedert Immo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8506 Redange-sur-Attert, 30L, rue de Niederpallen.

R.C.S. Luxembourg B 103.773.

Le Bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 mars 2013.

Gérard Rachel.

Référence de publication: 2013040702/10.

(130050210) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mars 2013.

**Aerium Opportunity I Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. LDV Opportunity I Properties S.à r.l.).**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 117.987.

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-eighth of February.

Before us Maître Carlo WERSANDT, notary, residing in Luxembourg, acting in replacement of Maître Henri HEL-LINCKX, notary, residing in Luxembourg, who will be the depositary of the present deed,

There appeared:

LDV MANAGEMENT II AERIUM OPPORTUNITY I S.C.A., a partnership limited by shares (Société en commandite par actions), having its registered office in L -2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under section B number 115.979, here represented by Mr Michael Vandeloise, private employee, residing professionally in Senningerberg, by virtue of a proxy, given under private seal.

The said proxy, initialled ne varietur by the attorney in fact of the appearing person and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing person, represented as stated hereabove, declaring to act in its capacity as sole shareholder (the «Sole Shareholder») of Aerium Opportunity I Properties S.à r.l., (prev. LDV Opportunity I Properties S.à r.l.), a private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office in L - 2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 117987 (the «Company»), incorporated under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg by a notarial deed dated on the 4th day of July 2006, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1799 of 26th day of September 2006 and amended for the last time by a notarial deed of the 23rd day of May 2007, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1728 of August 16, 2007, has required the undersigned notary to state its resolution as follows:

Resolution

The sole partner decides to amend Article 11 of the Articles of Incorporation as follows:

" **Art. 11.** Neither creditors, nor assigns, nor heirs of the Partner (s) may for any reason affix seals on the assets or documents of the Company."

Expenses

The costs, expenses, remuneration or charges in any form whatsoever which shall borne by the Company as a result of the modification of its articles of incorporation are estimated at one thousand euro (EUR 1,000.-).

Whereof the present deed was drawn up Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the appearing person represented as stated hereabove and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

The document having been read to the attorney of the person appearing known to the notary by her name, first name, civil status and residence, this person signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le vingt-huit février.

Par-devant Maître Carlo Wersandt, notaire de résidence à Luxembourg, en remplacement de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, qui restera le dépositaire de la présente minunte,

A comparu:

LDV MANAGEMENT II AERIUM OPPORTUNITY I S.C.A., une société en commandite par actions, ayant son siège social à L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B numéro 115.979, ici représentée par Monsieur Michael VANDELOISE, employé privé, demeurant professionnellement à Senningerberg, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée.

La procuration signée ne varietur par la mandataire de la comparante et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle comparante, représentée comme dit ci-avant, déclarant agir en sa qualité d'associé unique (l'«Associé Unique») de Aerium Opportunity I Properties S.à r.l. (anc. LDV Opportunity I Properties S.à r.l.), une société à responsabilité limitée, ayant son siège social à L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 117.987 (la «Société»), constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg suivant acte notarié en date du 4 juillet 2006, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1799 du 26 septembre 2006 et modifié par acte notarié date du 23 mai 2007 publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1728 du 16 août 2007, a requis le notaire soussigné de constater la résolution suivante:

Résolution

L'associé unique décide de modifier l'article 11 des statuts comme suit:

« **Art. 11.** Les créanciers, ayants-droit ou héritiers du ou des associés ne pourront, pour quelque motif que ce soit, apposer des scellés sur les biens et documents de la Société.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à charge à raison de cette assemblée générale extraordinaire est estimé à environ mille euros (EUR 1.000,-).

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande de la partie comparante représentée comme dit ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande de la même partie comparante et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire de la comparante, connue du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, celle-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: M. VANDELOISE et C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 4 mars 2013. Relation: LAC/2013/9907. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - Délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 14 mars 2013.

Référence de publication: 2013034967/78.

(130043537) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2013.

Société Anonyme pour la Recherche d'Investissements S.A.P.R.I. S.A. société de gestion de patrimoine familial, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2543 Luxembourg, 30, Dernier Sol.

R.C.S. Luxembourg B 15.550.

Extrait des délibérations de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires tenue au siège social de la société en date du 26 mars 2013, à 10h00.

Après délibération, l'Assemblée, à l'unanimité, décide:

1. De transférer le siège social de la société de son adresse actuelle, vers L-2543 Luxembourg, 30, Dernier Sol.
2. De renouveler le mandat des administrateurs, de l'administrateur délégué et du Commissaire aux Comptes pour une nouvelle période expirant lors de l'assemblée générale qui se tiendra en 2017.

Il est également porté à la connaissance des tiers:

1. L'adresse de l'administrateur B&H INTERNATIONAL CONSULTING SARL est désormais le 30, Dernier Sol L-2543 Luxembourg;

2. L'adresse de l'administrateur DEFLORENNE Frédéric est désormais le 30, Dernier Sol L-2543 Luxembourg

3. L'adresse du Commissaire aux comptes FIDUCIAIRE DEFLORENNE & ASSOCIES SARL est désormais le 30, Dernier Sol L-2543 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Frédéric DEFLORENNE

Référence de publication: 2013040758/23.

(130049786) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mars 2013.

Saddlers International Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 31, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 114.559.

L'an deux mille treize, le huit mars.

Par-devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach (Grand-Duché de Luxembourg).

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme Saddlers International Participations S.A., avec siège social à L-1331 Luxembourg, 31, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 114.559 (NIN 2006 2203 510),

constituée suivant acte reçu par le notaire Martine SCHAEFFER, de résidence à Luxembourg, en date du 23 février 2006, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 968 du 17 mai 2006,

au capital social de trente et un mille Euros (€ 31.000.-), représenté par trois cent dix (310) actions d'une valeur nominale de cent Euros (€ 100.-) chacune, entièrement libérées.

L'assemblée est présidée par Madame Sonja BEMTGEN, licenciée en criminologie, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg 31, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte,

qui se nomme lui-même scrutateur et qui désigne comme secrétaire Madame Carmen MÜLLER, employée privée, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg 31, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

Le bureau étant ainsi constitué Madame le Président expose et prie le notaire d'acter ce qui suit:

I. L'ordre du jour est conçu comme suit:

- 1.- Mise en liquidation de la société.
- 2.- Nomination d'un liquidateur.
- 3.- Détermination de ses pouvoirs.

4.- Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes.

II. Il a été établi une liste de présence renseignant les actionnaires présents et représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, laquelle liste après avoir été signée par les comparants et signée "ne varietur" par le notaire instrumentant restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

III. Il résulte de cette liste de présence que tous les actionnaires sont présents ou représentés à l'assemblée. Dès lors l'assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer, sur l'ordre du jour dont les actionnaires ont pris connaissance avant la présente assemblée.

IV. Après délibération l'assemblée prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide la mise en liquidation de la société Saddlers International Participations S.A. avec effet à partir de ce jour.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de nommer la société BERKS FINANCE S.A., avec siège social à East 53rd Street, Marbella, MMG Building, 2nd Floor, Panama, République de Panama, inscrite au "Registro Publico de Panama sous le numéro 609361, comme liquidateur de la société.

Troisième résolution

Le liquidateur aura les pouvoirs les plus étendus pour l'exercice de sa mission, notamment ceux prévus par les articles 144 et suivants de la loi sur les sociétés commerciales.

Quatrième résolution

L'assemblée donne décharge pleine et entière aux administrateurs et au commissaire aux comptes de la société pour l'exécution de leur mandat.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour Madame le Président lève la séance.

DONT PROCES-VERBAL, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants de tout ce qui précède, ces dernières, toutes connues du notaire instrumentant par noms, prénoms, états et demeures, ont signé avec le notaire le présent procès-verbal.

Signé: S. BEMTGEN, C. MÜLLER, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 12 mars 2013. Relation: ECH/2013/449. Reçu douze euros (12,- €).

Le Receveur (signé): J.M. MINY.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 15 mars 2013.

Référence de publication: 2013035983/56.

(130044287) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2013.

Société Européenne de Financement et d'Investissement S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 15, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 124.598.

L'an deux mille treize le vingt-huit février.

Par-devant Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg.

A COMPARU:

«Société Générale Bank and Trust S.A.», une société de droit luxembourgeois ayant son siège social à L-2420 Luxembourg, 11, avenue Emile Reuter, immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 6.061

Dûment représentée par Francois, DESREUMAUX, demeurant professionnellement à L-2420 Luxembourg, 11, avenue Emile Reuter, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire sous-signé, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera formalisée.

Laquelle partie comparante, représentée comme il est dit, a exposé au notaire et l'a prié d'acter ce qui suit:

- Que «Société Générale Bank and Trust S.A.», précitée, est l'Actionnaire unique actuel (l'«Actionnaire Unique»), de la société anonyme dénommée Société Européenne de Financement et d'Investissement S.A., ayant son siège social au 15 Boulevard du Prince Henri L-1724 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B numéro 124598, qui a été constituée suivant acte de scission en date du 27 décembre 2006,

suisant acte reçu par Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations (ci-après le «Mémorial C») numéro 702 du 25 avril 2007 (la «Société»); et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par Maître Henri Hellinckx notaire de résidence à Luxembourg, en date du 14 octobre 2010 publié au Mémorial C numéro 2665 du 4 décembre 2010.

- Que le capital social de la Société est fixé à EUR 202.000.- (deux cent deux mille euros) représenté par 100.000 (cent mille) actions de classe A et par 1.000 (mille) actions de classe B d'une valeur nominale de EUR 2.- (deux euros) chacune.

- Que l'Actionnaire Unique s'est rendu propriétaire de la totalité des actions de la Société;

- Que l'Actionnaire Unique a parfaitement connaissance des statuts et de la situation financière de la Société;

- Que les activités de la Société ayant cessé, l'Actionnaire Unique prononce la dissolution anticipée de la Société et sa mise en liquidation.

- Que l'Actionnaire Unique, se désigne comme liquidateur de la Société, qu'en cette qualité il requiert le Notaire instrumentant d'acter qu'il déclare que tout le passif de la Société est réglé et que le passif en relation avec la clôture de la liquidation est dûment approvisionné; en outre il déclare que par rapport à d'éventuels passifs de la Société actuellement inconnus, il assume irrévocablement l'obligation de payer tout ce passif éventuel; qu'en conséquence tout le passif de la dite Société est réglé;

- Que l'actif restant est réparti à l'Actionnaire Unique;

- Que partant la liquidation de la Société est à considérer comme faite et clôturée;

- Que décharge pleine et entière est donnée aux membres du conseil d'administration et au Réviseur d'Entreprises de la Société pour l'exercice de leurs mandats;

- Que les livres et documents de la Société sont conservés pendant cinq (5) ans au siège social de l'actionnaire unique.

Pour l'accomplissement des formalités relatives aux transcriptions, publications, radiations, dépôts et autres formalités à faire en vertu des présentes, tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une expédition des présentes pour accomplir toutes les formalités.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture faite en langue du pays au mandataire de la partie comparante, connu du notaire instrumentant par nom, prénom, état et demeure, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: F. DESREUMAUX, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils le 1^{er} mars 2013. Relation: LAC/2013/9561. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): I. THILL.

Référence de publication: 2013035997/52.

(130043711) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2013.

RPG Structured Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 14.000,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 92.107.

In the year two thousand and thirteen, on the eighth day of March.

Before us, Maître Henri BECK, notary residing in Echternach, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Eurolex Management S.A., a Luxembourg public limited liability company (société anonyme), having its registered office at 11-13 Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 40.722 (the Sole Shareholder),

hereby duly represented by Pedro Reis da Silva, lawyer, with professional address in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

The power of attorney, after having been signed ne varietur by the representative of the appearing party and the undersigned notary, will remain attached to the present deed for the purpose of registration.

The Sole Shareholder, represented as stated above, has requested the undersigned notary to enact the following:

I. That the Sole Shareholder holds all the shares in the share capital of RPG Structured Finance S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 11-13 Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 92.107 with a share capital of fourteen thousand United States dollars (USD 14,000) (the Company). The Company was incorporated on March 5, 2003, pursuant to a deed drawn up by Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on April 3, 2003, under number 361. The articles of association of the Company (the Articles) have not been amended since the Company's incorporation.

II. That the Sole Shareholder has taken the following resolution:

Sole resolution

The Sole Shareholder resolves to amend and restate article 2 of the Articles, so that it will henceforth read as follows:

« **Art. 2.** The Company's object is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever, and the management of those participations.

The Company may in particular acquire, by subscription, purchase and exchange or in any other manner, any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and, more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. Further, it may invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities. It may lend funds, including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. It may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over some or all of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated financial sector activities without having obtained the requisite authorization.

The Company may use any techniques, legal means and instruments to manage its investments efficiently and protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks."

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version shall prevail.

Whereof the present notarial deed is drawn up in Echternach, on the year and day first above written.

The document having been read to the representative of the appearing party, signed together with us, the undersigned notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le huitième jour du mois de mars.

Par-devant nous, Maître Henri BECK, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Eurolex Management S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, dont le siège social est établi au 11-13 Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 40.722 (l'Associé Unique),

ici représenté par Pedro Reis da Silva, avocat, de résidence professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Après avoir été signée ne varietur par les mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, la procuration restera annexée au présent acte pour les formalités d'enregistrement.

L'Associé Unique, représenté comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. Que l'Associé Unique détient toutes les parts sociales dans le capital social de RPG Structured Finance S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, dont le siège social est établi au 11-13 Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, et immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 92.107 disposant d'un capital social de quatorze mille dollars américains (USD 14.000) (la Société). La Société a été constituée le 5 mars 2003, suivant un acte de Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations le 3 avril 2003, sous le numéro 361. Les statuts de la Société (les Statuts) n'ont pas été modifiés depuis sa constitution.

II. Que l'Associé Unique a pris la résolution suivante:

Unique résolution

L'Associé Unique décide de modifier et reformuler l'article 2 des Statuts, de sorte qu'il ait désormais la teneur suivante:

« **Art. 2.** "L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations.

La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs mobilières et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre

investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de tous types de titres et instruments de dette ou de capital. La Société peut prêter des fonds, y compris notamment les revenus de tous emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées (comprenant société mère et société soeur), ainsi qu'à toutes autres sociétés. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur toute ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

La Société peut employer toutes les techniques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques

La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.»

Déclaration

Le notaire instrumentant, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête de la partie comparante ci-dessus, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française et qu'en cas de divergences entre la version anglaise et la version française, la version anglaise fait foi.

En foi de quoi, le présent acte notarié est fait à Echternach, à la date qu'en tête des présentes.

Après avoir lu le présent acte au mandataire de la partie comparante, il le signe avec nous, le notaire instrumentant, le présent acte original.

Signé: P. REIS DA SILVA, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 12 mars 2013. Relation: ECH/2013/446. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): J.M. MINY.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 15 mars 2013.

Référence de publication: 2013035979/109.

(130044199) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2013.

Sysco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1513 Luxembourg, 59, boulevard Prince Félix.

R.C.S. Luxembourg B 40.131.

Procès-verbal d'assemblée générale de Sysco Sarl

L'an deux mille treize et le 8 janvier, à 17:00 heures, les associés de la société SYSCO SARL, société à responsabilité limitée au capital de €12500, se sont réunis au siège social à Luxembourg, Boulevard Prince Félix 59, en assemblée générale ordinaire sur la convocation faite conformément aux dispositions de l'article 9 des statuts.

Sont présents:

Mr. Fares Shakir qui détient 499 parts sociales sur un total de 500, représentant plus de la moitié des parts sociales, et qu'en conséquence l'Assemblée est habilitée à prendre toutes décisions ordinaires, conformément aux dispositions de l'article 9 des statuts,

L'Assemblée est présidée par Mr Fares Shakir, associé gérant.

Conformément aux dispositions de l'article 2 des statuts, l'Assemblée décide unanimement de transférer le siège social de la société au 59, Boulevard Prince Félix, L-1513 Luxembourg avec effet immédiat.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 18:00 heures.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé par le président de séance et par le gérant.

Signatures

Le président de séance / Le gérant

Référence de publication: 2013041566/23.

(130049919) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mars 2013.

Prospera Senectute Fund Sicav-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J. F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 131.553.

—
Extrait de la résolution circulaire du 11 février 2013:

Est co-opté au Conseil d'Administration avec effet au 31 janvier 2013 pour une période se terminant à l'Assemblée Générale Annuelle de 2013:

- Mrs Noeleen GOES-FARRELL, 127, rue de Mühlenbach, L- 2168 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour PROSPERA SENECTUTE FUND SICAV-SIF

UBS Fund Services (Luxembourg) S.A

Guillaume André / Francesco Molino

Director / Director

Référence de publication: 2013040730/17.

(130049675) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mars 2013.

Perella Weinberg Real Estate Lux, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 24.800,00.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 22, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 175.336.

—
Extrait des résolutions prises par les associés de la Société en date du 22 mars 2013

En date du 22 mars 2013, les associés de la Société ont pris les résolutions suivantes:

- d'accepter la démission de Madame Yeen Yeen TAN de son mandat de gérant technique de la Société avec effet immédiat;

- de nommer Madame Stéphanie CHARLES, née le 31 juillet 1979 à Arlon, Belgique, résidant à l'adresse suivante: 28, rue de la Source, 6720 Hachy, Belgique, en tant que nouveau gérant technique de la Société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 mars 2013.

Perella Weinberg Real Estate Lux

Signature

Référence de publication: 2013040700/19.

(130049982) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mars 2013.

Applied Materials 2 LLC Luxembourg S.C.S. 3 S.C.S., Société en Commandite simple.

Capital social: USD 200,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 172.297.

—
Suite à la découverte d'une erreur matérielle au sein du dépôt n° L130036757.03, il est annoté que l'actionnariat de la Société est composé tel que suit:

- Applied Materials 1 LLC Luxembourg S.C.S.: 100 (cent) parts sociales de commanditaires; et

- Applied Materials 2 LLC Luxembourg S.C.S.: 1 (une) part sociale de commandité et 99 (quatre-vingt-dix-neuf) parts sociales de commanditaires.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 mars 2013.

Signatures

Un mandataire

Référence de publication: 2013041550/17.

(130049832) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mars 2013.
